

sous la direction de
Mathieu Perona et Claudia Senik



Le Bien-être en France *Rapport* 2022

Observatoire du Bien-être

CEPREMAP

CENTRE POUR LA RECHERCHE ECONOMIQUE ET SES APPLICATIONS

Le Bien-être en France

Rapport 2022

Observatoire du Bien-être du Cepremap

Sous la direction de **Mathieu Perona et Claudia Senik**

Collège scientifique : **Yann Algan, Andrew Clark, Sarah Flèche**

Conseillère scientifique : **Elizabeth Beasley**

Assistants de recherche : **Dylan Alezra et Corin Blanc**

Directeur de la publication : **Daniel Cohen**

Citation : Mathieu Perona (dir.) et Claudia Senik (dir.). 2023. *Le Bien-être en France, Rapport 2022*. Paris : Observatoire du bien-être, Cepremap. <https://www.ceprenap.fr/publications/le-bien-etre-en-...nce-rapport-2022/>

Ce rapport s'appuie sur les *Notes* publiées par l'Observatoire au cours des années 2022 et 2023, ainsi que sur les notes de conjoncture publiées trimestriellement

© Les éditions du Cepremap, 2023
48, boulevard Jourdan – 75014 Paris
www.ceprenap.fr

ISBN 978-2-9564629-4-1

4. Eco-anxiété, éco-action et bien-être

Depuis trois ans, le bien-être des Français et leurs inquiétudes ont été dominé par des menaces immédiates : le Covid-19, puis la guerre en Ukraine, et leurs conséquences sur l'inflation. À ces inquiétudes s'ajoute la conscience accrue du dérèglement climatique et des menaces inédites que ce dernier fait planer sur nos sociétés.

Dans le cas français, nous illustrons la montée en puissance de la préoccupation environnementale, et plus spécifiquement de l'inquiétude face au changement climatique, qui a pris le pas sur des sujets plus locaux, comme la pollution de l'air. Une grande partie des Français a le sentiment d'agir déjà pour lutter contre le changement climatique, et beaucoup pensent déjà faire tout ce qui est en leur pouvoir. Comme ailleurs, les Français les plus engagés dans des pratiques environnementales déclarent un niveau de bien-être plus élevé que ceux qui en font moins, ou s'en préoccupent moins.

Par rapport aux autres Européens, les Français sont parmi les plus conscients du problème climatique. En pratique, ils sont en avance par rapport aux autres Européens sur le tri des déchets et l'évolution de l'alimentation (produits bio, réduction de la consommation de viande), mais en retard dans le domaine des transports et des produits jetables. L'examen détaillé des pratiques confirme la continuité entre les déclarations générales et les actions spécifiques, avec des différences selon les catégories sociales.

Au regard de la vivacité des inquiétudes des Français et du nombre de ceux qui affirment avoir modifié leurs habitudes, une mesure pourtant cruciale de lutte contre le changement climatique rencontre une forte opposition. Il s'agit de la taxe carbone. Dès 2016, avant que les Gilets jaunes n'en fassent un sujet politiquement explosif, cette mesure pâtissait déjà d'un niveau de soutien plus faible, et politiquement plus clivé, que d'autres actions plus consensuelles telles que les subventions aux énergies renouvelables et la mise en place de normes d'efficacité énergétique pour les appareils électroménagers.

Ce chapitre se termine par une revue générale de la recherche déjà abondante consacré au lien entre transition écologique et bien-être subjectif. Le coût du dérèglement climatique sur le bien-être va au-delà de ses conséquences économiques : nous souffrons de nous retrouver plongés dans un monde plus incertain et menaçant, et cela trouve des expressions diverses : solastalgie, éco-anxiété, éco-colère. Si l'éco-anxiété apparaît paralysante et

génératrice de mal-être, l'éco-colère agit au contraire comme une motivation à agir pour le climat, action qui restaure un sentiment de sens. C'est pourquoi de nombreuses enquêtes mettent en évidence que bien-être subjectif et engagement dans la lutte contre le changement climatique vont de pair, suggérant que cette perspective d'une écologie punitive n'est pas inéluctable.

4.1 Des Français préoccupés par l'environnement

En 2021, les préoccupations environnementales se hissaient au deuxième rang des inquiétudes principales des Français, derrière la violence et l'insécurité (Millot et Müller 2022). Un véritable renversement de l'ordre des inquiétudes s'est opéré notamment depuis les confinements successifs de 2020. Grâce au travail de prévention et de médiatisation de nombreux acteurs, les problèmes environnementaux, historiquement souvent écartés au profit de sujets comme le chômage et l'immigration, sont aujourd'hui amplement reconnus par la population française. Toutefois ces dangers sont variés et différemment perçus selon les groupes sociaux. Afin d'atténuer leurs conséquences néfastes, de nombreuses pratiques pro-environnementales existent. De nature multiple, allant du tri des déchets ménagers au transport quotidien « propre », ils font aujourd'hui partie intégrante de la vie des Français. Nous montrons que ces efforts exercent une influence positive sur le bien-être de ceux qui les pratiquent¹.

UNE INQUIÉTUDE QUI MONTE

Parce qu'elles deviennent de plus en plus visibles, connues et même parfois subies, les questions environnementales d'aujourd'hui ne sont plus les mêmes qu'il y a cinq ans (Figure 4.1). Parmi les événements environnementaux dits globaux, le réchauffement climatique est le plus cité en tant que préoccupation majeure. Alors que 45 % des Français le plaçait parmi ses deux premières préoccupations en 2016, il est mentionné par plus de 60 % d'entre eux en 2021. Cette progression régulière montre la prise de conscience grandissante par les Français de l'urgence de la crise climatique en cours.

L'occurrence de catastrophes naturelles et la disparition animale et végétale de masse² sont intimement liées au réchauffement climatique. Ainsi, malgré quelques variations, la perception de ces préoccupations reste relativement stable ces dernières années. Après une sensible diminution en 2019, un regain d'inquiétude concernant les catastrophes naturelles est en cours. La multiplication des incendies dévastateurs ces dernières années, provoquée par l'élévation des températures et les stress hydriques récurrents au cours de l'été, ainsi que des tempêtes et des inondations à d'autres périodes touche directement les Français.

Les préoccupations environnementales sont aussi locales. La pollution de l'air ainsi que la pollution de l'eau, des rivières et des lacs sont les problèmes locaux qui inquiètent le plus, davantage même que les catastrophes naturelles à certaines périodes. Citée par 45 % des répondants en

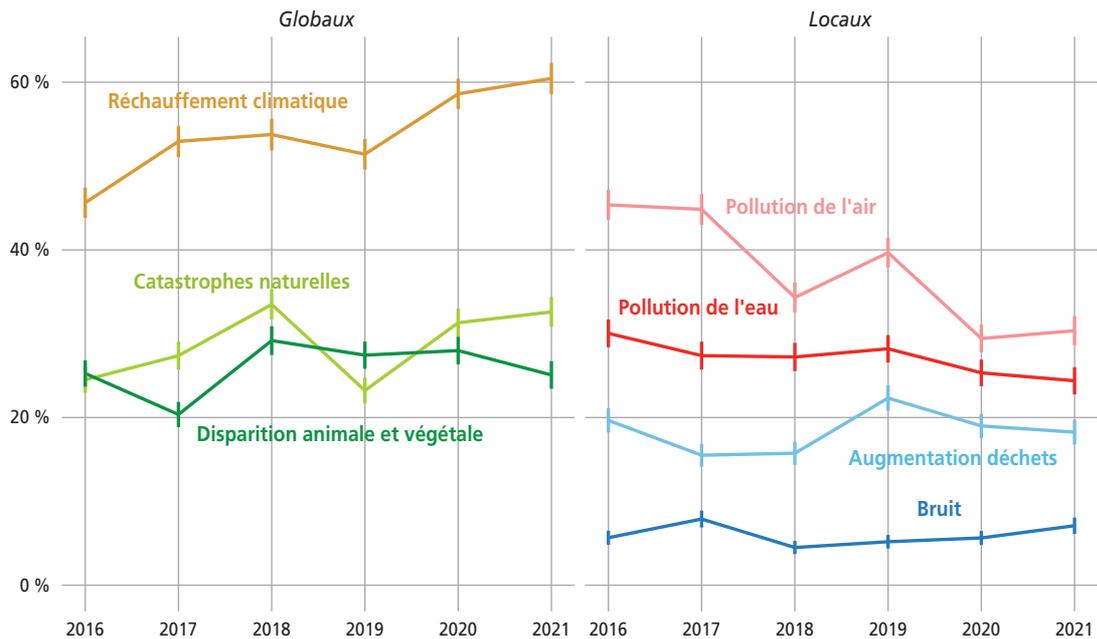
1. Notre travail s'inscrit dans la continuité des études déjà produites par le ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des Territoires sur le sujet (Pautard 2021). L'ensemble des résultats présentés provient des plateformes « Bien-être » et « Environnement » de l'Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages (CAMME) réalisée par l'Insee.

2. D'après le récent Planète Vivante 2022 du WWF, une baisse de 69 % des populations d'animaux sauvages vertébrés s'est produite en moins de cinquante ans.

2016, on remarque toutefois une diminution significative de la préoccupation liée à la pollution de l'air année après année. Ce résultat est probablement dû aux hivers plus chauds vécus ces dernières années¹. Les Français réduisent alors en partie l'utilisation de la voiture individuelle et des chauffages individuels et donc les pics de pollution pendant cette période.

Quels sont les deux problèmes liés à la dégradation de l'environnement qui vous paraissent les plus préoccupants ?

Évènements environnementaux



Source : Plateformes « Bien-être » et « Environnement » de l'enquête conjoncture auprès des ménages, Insee/Cepremap

Figure 4.1

Finalement, il est bon de remarquer que seuls 1,7 % des Français estiment qu'aucun de ces problèmes ne fait partie des deux préoccupations les plus urgentes en 2021. Néanmoins, si ces préoccupations écologiques font généralement l'unanimité, les différentes générations ne donnent pas la même priorité à chacune d'entre elles.

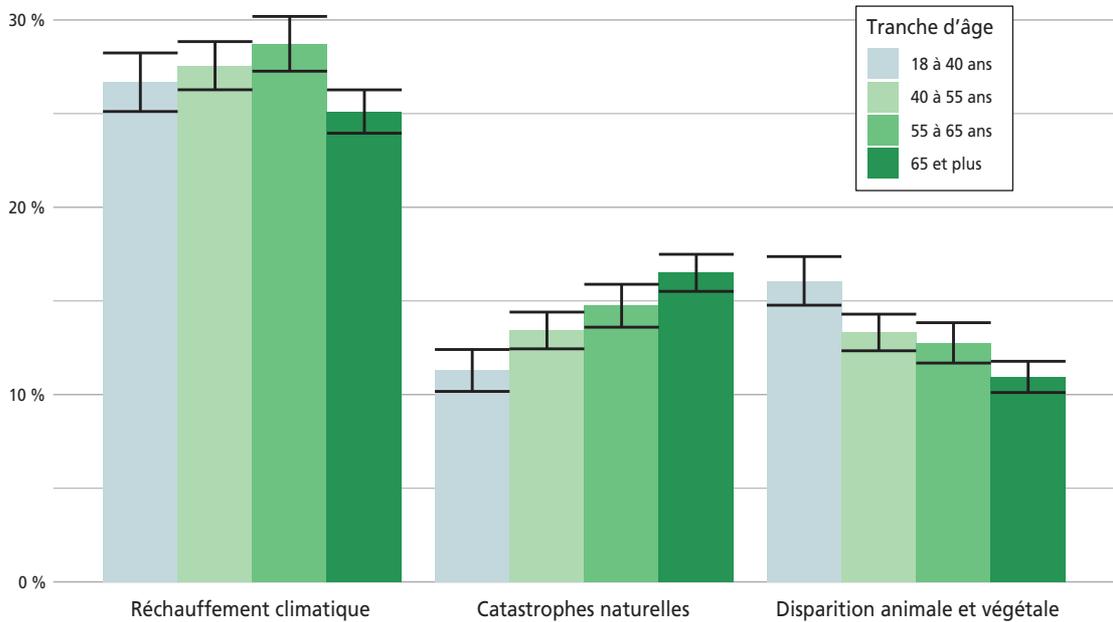
Quelques différences générationnelles

Selon leur âge, les Français ne se sentent pas concernés par les mêmes préoccupations environnementales. Pour les événements globaux, les catastrophes naturelles, sont majoritairement désignées par les plus âgés, alors que la disparition d'espèces animales et végétales est un thème bien plus préoccupant pour les plus jeunes.

1. L'hiver 2019-2020 a été identifié par Météo France comme le plus chaud depuis 1900, avec un excédent de température de + 2,7 °C par rapport à la moyenne des températures hivernales calculées entre 1981 et 2010.

Quels sont les deux problèmes liés à la dégradation de l'environnement qui vous paraissent les plus préoccupants ?

Évènements globaux

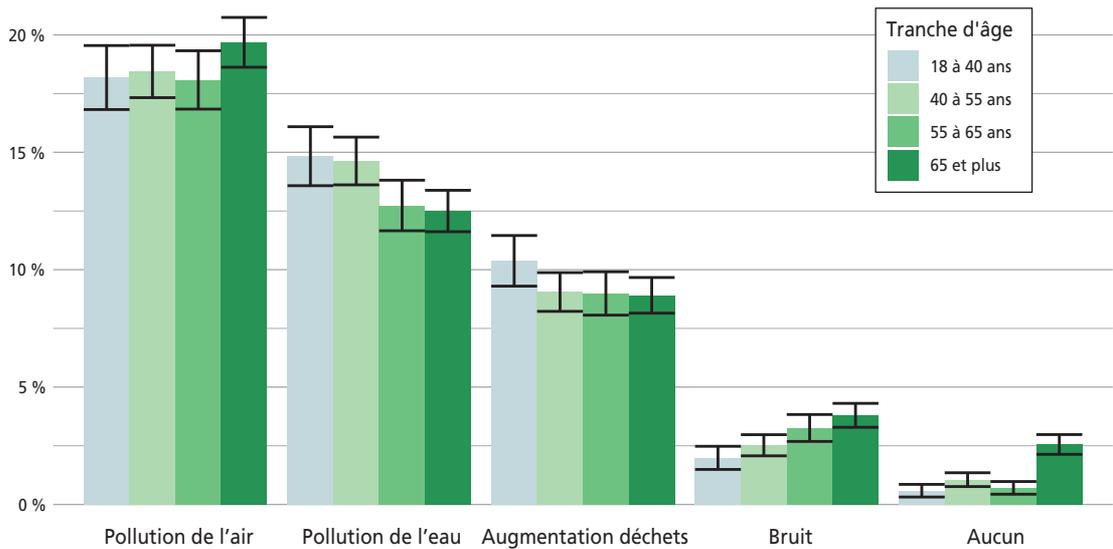


Source : Plateformes « Bien-être » et « Environnement » de l'enquête conjoncture auprès des ménages, Insee/Cepremap

Figure 4.2

Quels sont les deux problèmes liés à la dégradation de l'environnement qui vous paraissent les plus préoccupants ?

Évènements Locaux



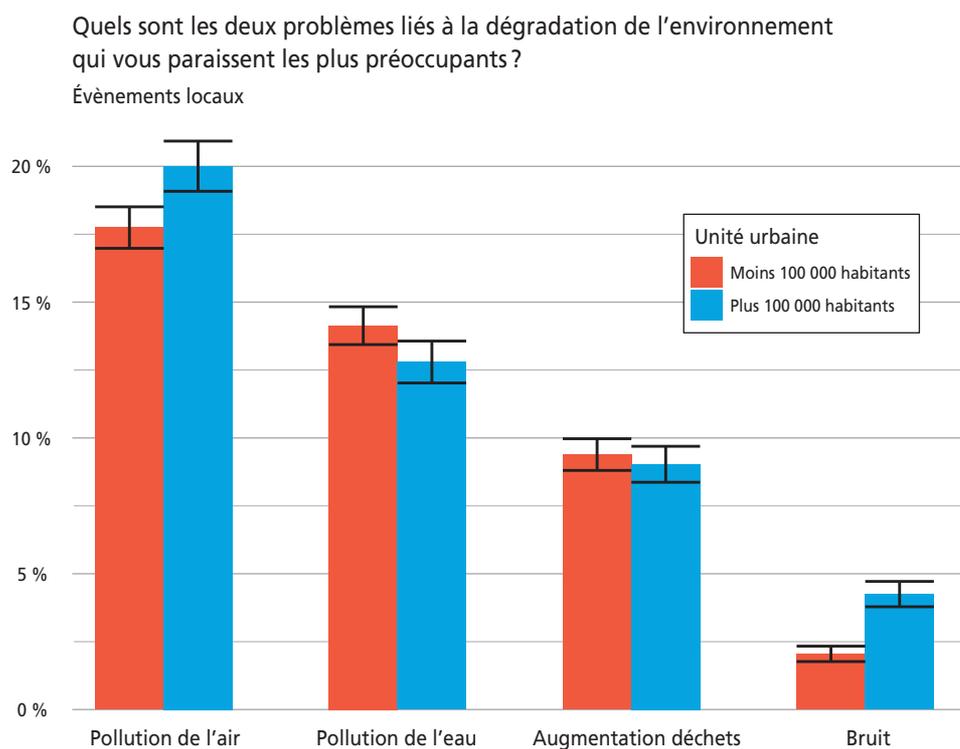
Source : Plateformes « Bien-être » et « Environnement » de l'enquête conjoncture auprès des ménages, Insee/Cepremap

Figure 4.3

Cette divergence des préoccupations selon l'âge reflète certainement l'expérience de chacun ainsi que son horizon de vie. Le réchauffement climatique est tout de même majoritairement choisi comme préoccupation principale, quel que soit l'âge. Ce ne sont pas les plus jeunes qui désignent l'urgence climatique en premier mais la tranche 55 à 65 ans, première génération à avoir été alertée du dérèglement climatique dans les années 1980/90. Les préoccupations locales sont moins différenciées selon l'âge (Figure 4.3), même si la grande majorité de ceux que n'inquiète aucun évènement appartient au groupe 65 ans et plus. Ces derniers ne représentent toutefois qu'une faible fraction de la population.

Et par zone d'habitation

Si les préoccupations varient en fonction de l'âge, elles dépendent aussi de la zone d'habitation des personnes¹. On relève un écart entre les communes en fonction de leur taille (Figure 4.4). La pollution de l'air est un sujet touchant bien plus les grandes villes puisqu'elles doivent souvent faire face à des pics de pollution liés au trafic automobile. Il en va de même pour la gêne liée au bruit. La pollution de l'eau quant à elle inquiète plus pour les habitants de petites communes, probablement du fait de leur proximité avec les rivières et les lacs dont la pollution est de plus en plus régulière et visible.



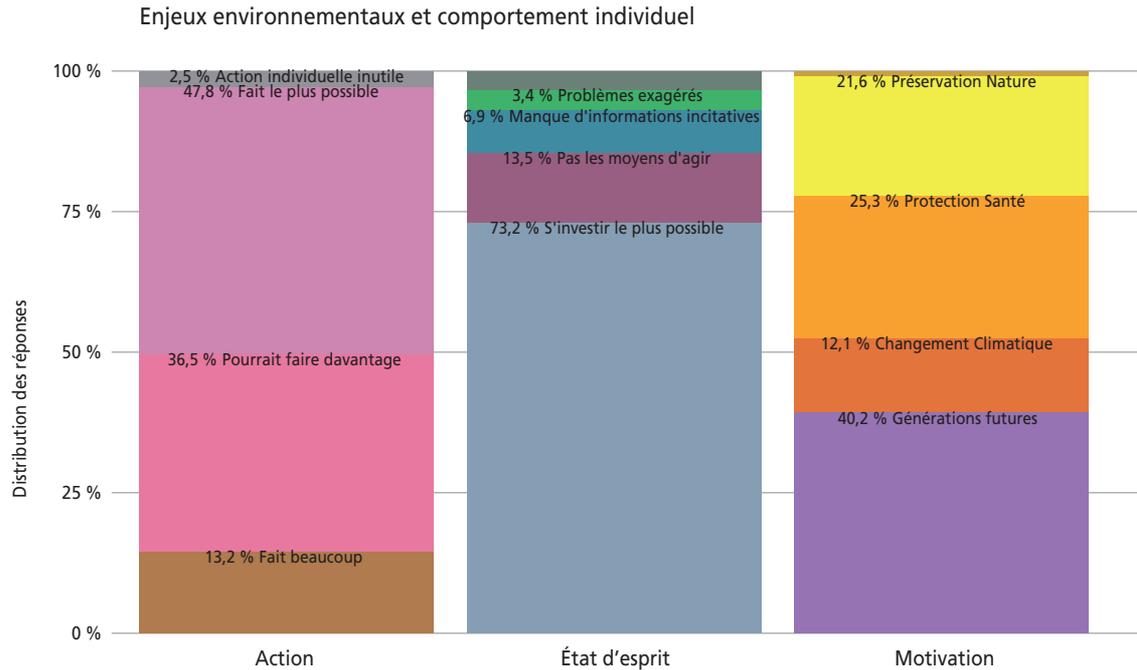
Source : Plateformes « Bien-être » et « Environnement » de l'enquête conjoncture auprès des ménages, Insee/Cepremap

Figure 4.4

1. L'enquête CAMME ne nous permet pas de connaître précisément la localisation des répondants. En revanche, nous connaissons la démographie autour de leur résidence principale. Nous procédons ainsi à un découpage sommaire afin de différencier les réponses des habitants selon qu'ils vivent dans des villes de plus ou moins de 100 000 habitants.

UNE INQUIÉTUDE QUI POUSSE À AGIR

L'éco-anxiété des Français les pousse à l'action¹. 61 % de la population déclare participer activement à la lutte pour la protection de l'environnement, plus d'un tiers des répondants estiment pouvoir faire davantage et seule une très faible fraction pense qu'il n'est pas vraiment utile d'agir individuellement. Les Français estiment très majoritairement (73,2 %) que chacun doit s'investir le plus possible. Une part encore importante (13,5 %) ne disposent pas des moyens nécessaires pour agir à leur niveau (Figure 7). Ainsi, une grande majorité de la population est consciente et s'inquiète des problèmes environnementaux, désire fondamentalement agir mais trouve difficile d'en faire davantage.



Source : Plateformes « Bien-être » et « Environnement » de l'enquête conjoncture auprès des ménages, Insee/Cepremap

Figure 4.5

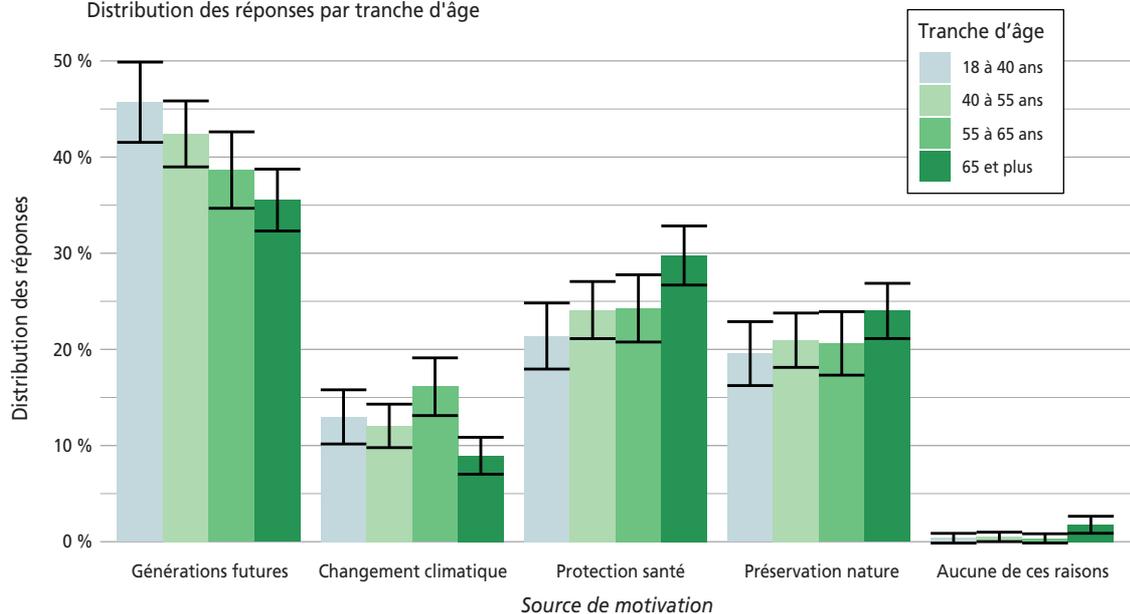
Les motivations entraînant l'action pro-environnementales des individus sont plus diversement réparties. Si 40 % de la population pense avant tout à laisser aux générations futures un environnement de qualité, la protection de la santé (25 %) ainsi que de la nature et des espèces animales et végétales (22 %) constituent autant de motifs d'action. Bien entendu, ces motivations diffèrent selon l'âge des individus.

Léguer un environnement sain aux générations futures constitue la motivation principale pour l'ensemble de la population (Figure 4.6). Toutefois, les générations plus anciennes sont plus partagées et espèrent aussi protéger leur santé et celle de leurs proches. Le changement climatique en lui-même n'est pas réellement une source d'inspiration pour la population. Ce sont davantage ses conséquences désastreuses sur la société, la santé et l'environnement qui alertent et motivent.

1. Trois nouvelles questions portant sur l'évaluation subjective de l'action pro-environnementale ont été intégrées à la plateforme « Environnement » de l'enquête CAMME en 2020. Il est demandé comment les individus agissent, ce qui les motive le plus pour protéger l'environnement à leur niveau, et leur état d'esprit concernant ce thème.

Aujourd'hui, qu'est-ce qui vous motive le plus à agir pour protéger l'environnement ?

Distribution des réponses par tranche d'âge

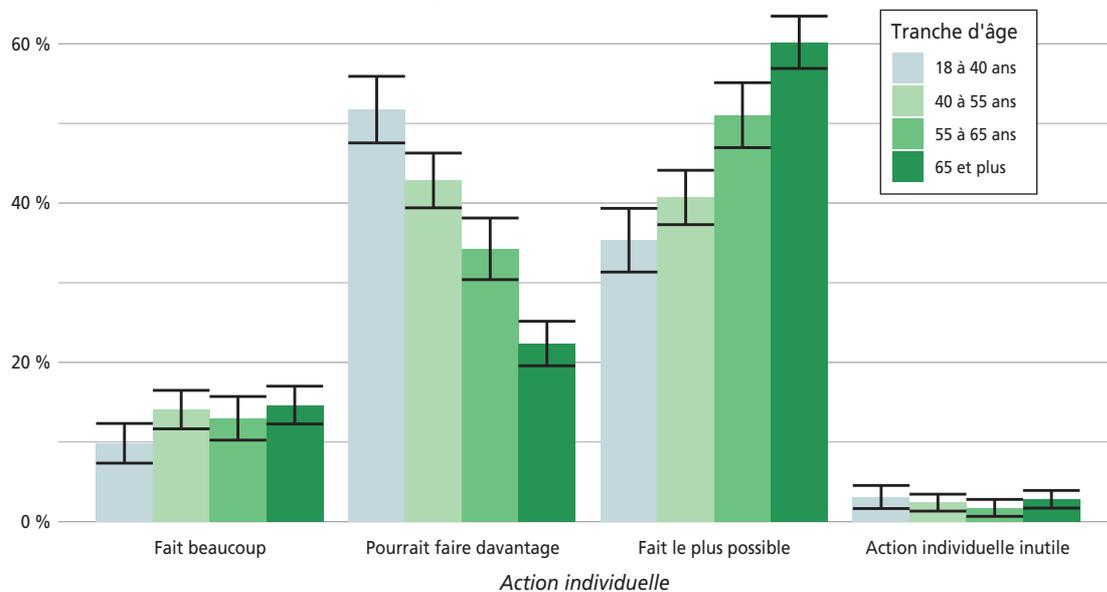


Source : Plateformes « Bien-être » et « Environnement » de l'enquête conjoncture auprès des ménages, Insee/Cepremap

Figure 4.6

À votre niveau, comment agissez-vous pour protéger l'environnement ?

Distribution des réponses par tranche d'âge



Source : Plateformes « Bien-être » et « Environnement » de l'enquête conjoncture auprès des ménages, Insee/Cepremap

Figure 4.7

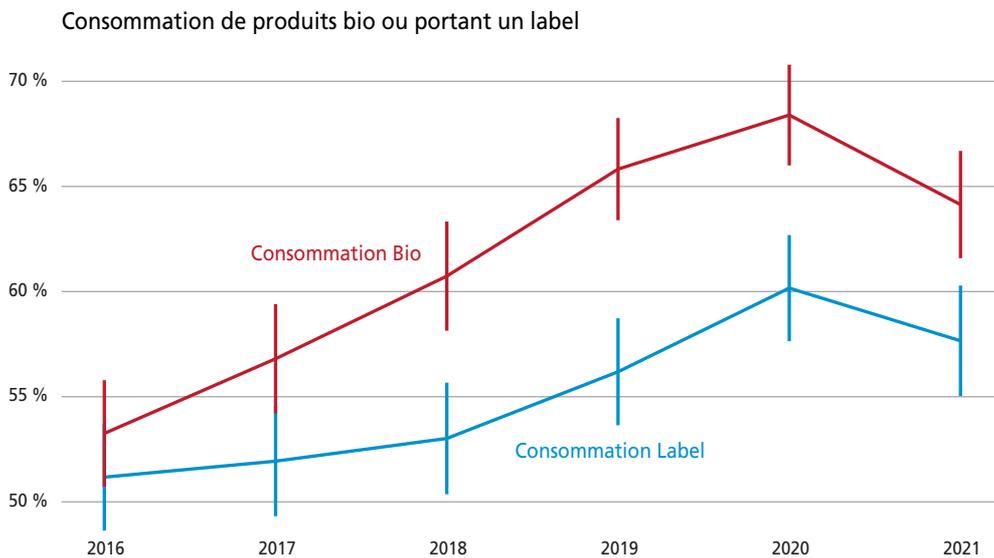
Un écart important semble également aujourd’hui installé entre jeunes et moins jeunes quant à la possibilité d’agir (Figure 4.7). Les populations les plus âgées disent en majorité faire le plus possible et avoir atteint une certaine limite. Au contraire, les générations les plus jeunes indiquent majoritairement pouvoir faire davantage pour protéger l’environnement. Les jeunes seraient-ils plus réalistes quant à l’importance des efforts à fournir pour protéger l’environnement, ou bien sont-ils plus optimistes sur leur capacité d’action ?

LES PRATIQUES PRO-ENVIRONNEMENTALES DES FRANÇAIS

Si la majorité des Français désignent les pouvoirs publics comme acteur principal de la lutte contre la dégradation environnementale, ceci ne les empêche pas de modifier leurs propres habitudes en matière de transport, de consommation intensive en carbone, en pesticides, en déchets et en énergie.

Des actions concrètes de différente nature

Selon l’enquête CAMME, presque 65 % des consommateurs ont réalisé des achats dans un magasin bio ou dans le rayon bio d’un supermarché dans le mois précédent l’enquête de 2021 (Figure 4.8). 57 % d’entre eux auraient acheté un ou plusieurs produits portant un label écologique sur la même période. Si cela ne nous indique pas le caractère régulier et systématique de ce type de consommation, on constate tout de même son augmentation jusqu’en 2020.



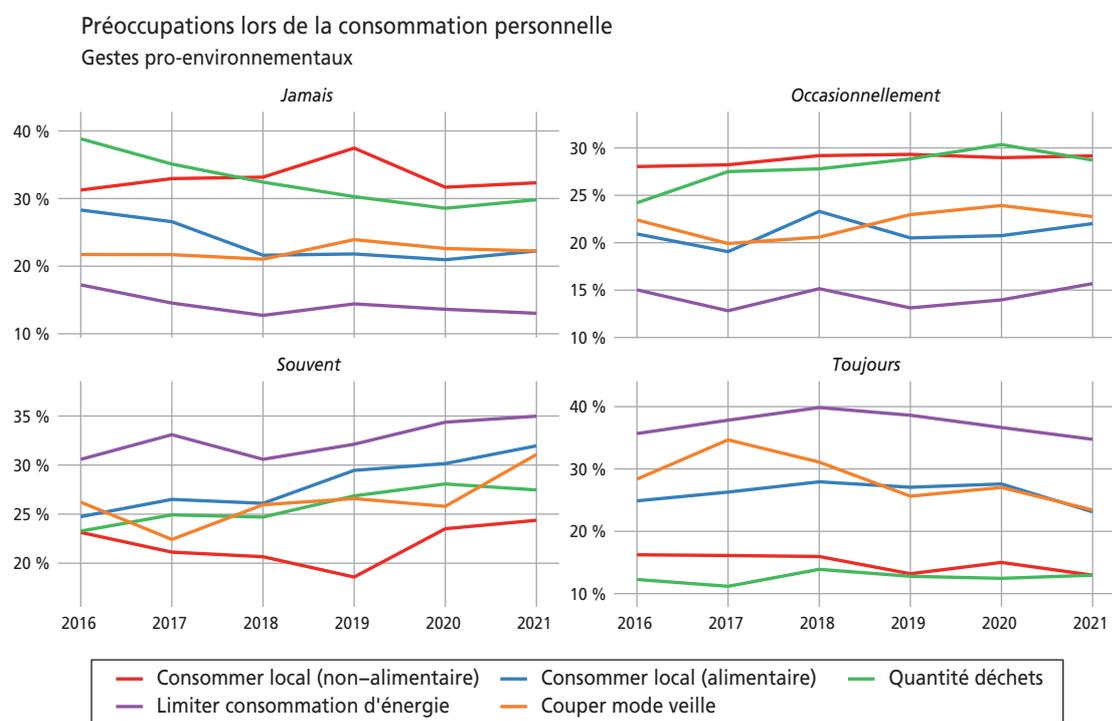
Source : Plateformes « Bien-être » et « Environnement » de l’enquête conjoncture auprès des ménages, Insee/Cepremap

Figure 4.8

Cette progression correspond à la multiplication des produits bio et portant un label bio. Mais c’est avant tout parce qu’ils sont perçus comme une consommation saine pour soi que ces produits sont achetés (Kressmann 2022) et non pas tant par priorité écologique. La prise de conscience de cette différence a probablement contribué à la baisse des ventes de produits bio que l’on observe en 2021. On note aussi la grande diversité de labels ne fournissant pas nécessairement les mêmes

garanties de qualité sanitaire et écologique, comme la protection de la biodiversité et l'interdiction des cultures sous serres chauffées (Prados 2022). On peut également relever la montée de la consommation responsable des Français au travers de questions sur la provenance géographique des achats alimentaires, l'attention portée aux déchets impliqués par la consommation ménagère et les habitudes de consommation d'énergie.

On observe une diminution de ceux qui ne pratiquent jamais aucune de ces actions (Figure 4.9). Par exemple, presque 39 % des Français ne faisaient jamais attention aux déchets impliqués par leur consommation en 2016. Ils ne sont plus que 29 % dans ce cas en 2021. Une progression partagée pour les actions de type consommation alimentaire locale et économie d'énergie. Il faut d'ailleurs noter en cette période de pénurie énergétique que déjà 70 % des Français en 2021 baissaient souvent ou toujours le chauffage pour limiter leur consommation d'énergie. Le peu de consommation locale pour les produits non-alimentaires reflète notamment les coûts associés à ce type de produits, inenvisageable pour une partie de la population, ou tout simplement l'inexistence des produits dans certains cas.



Source : Plateformes « Bien-être » et « Environnement » de l'enquête conjoncture auprès des ménages, Insee/Cepremap

Figure 4.9

Des pratiques légèrement différenciées

Une autre source (ESS) révèle certaines différences de pratiques. Les plus jeunes, par exemple, ont moins souvent isolé leur logement (ils ne sont pas propriétaires) et prennent moins en compte la consommation d'énergie comme caractéristique décisive lors de l'achat d'un appareil ménager.

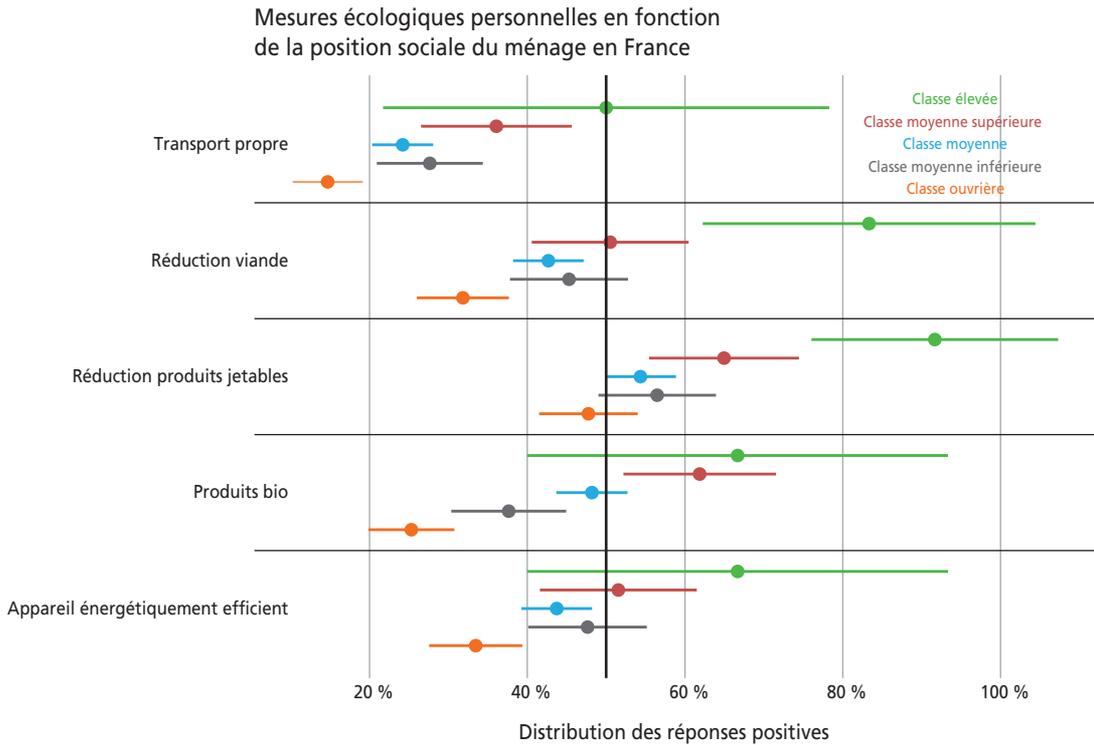


Figure 4.10

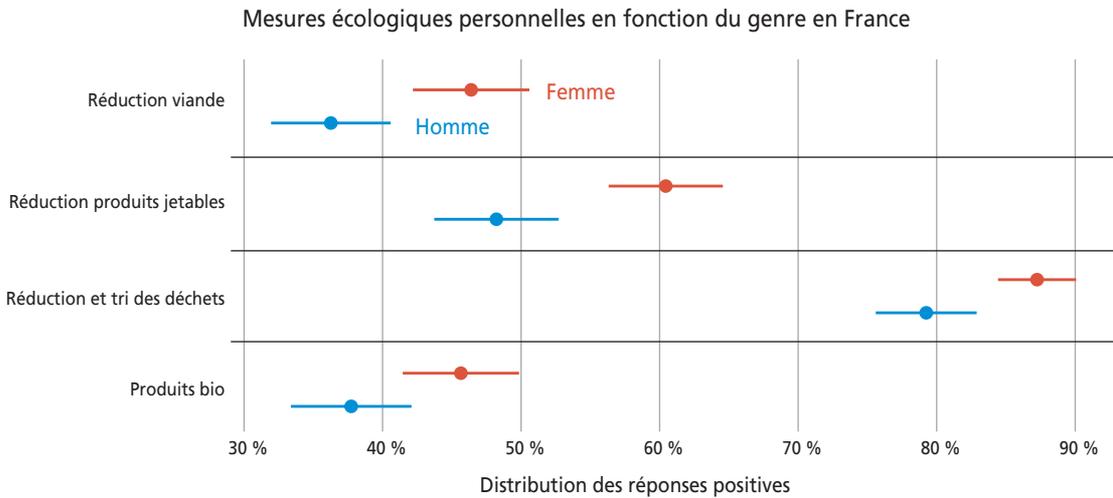
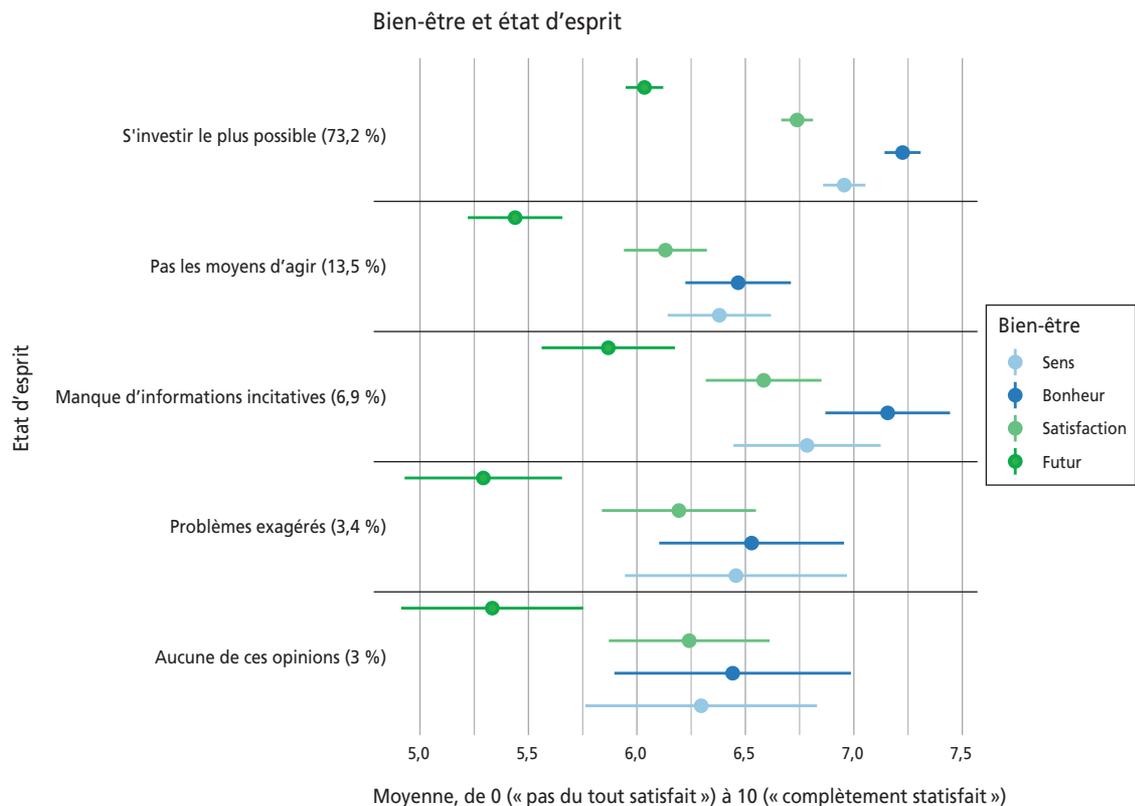


Figure 4.11

De leur côté, les ménages disposant d'un faible revenu ont plus de difficultés à acheter des produits bio, des appareils énergétiquement efficaces, mais aussi à se passer de la voiture. Ce sont les plus riches qui réduisent le plus fréquemment leur consommation de produits jetables en limitant par exemple leurs achats en supermarché et se tournant vers des alternatives zéro déchet. Enfin la consommation de viande est également fortement influencée par la position sociale : les ménages les plus modestes la réduisent en moyenne moins fréquemment que les autres (Tavoularis et Sauvage 2018). Ce résultat va de pair avec une plus faible prise en compte de l'empreinte carbone lors des achats de nourriture par ces populations (13 % chez les ouvriers contre 34 % des individus de la classe moyenne supérieure). C'est aussi pour réduire les émissions individuelles de GES que les plus riches modifient leurs moyens de transport (20 % chez les représentants de la classe moyenne supérieure contre 5 % chez les ouvriers), mais cette différence ne doit pas cacher l'écart initial du nombre de voyages et la diversité des transports utilisés en fonction de la richesse des individus.

Enfin, les femmes ont ainsi tendance à acheter plus souvent des produits bio ou à faire le tri des déchets, ce qui est certainement lié au fait qu'elles sont en moyenne plus souvent en charge des tâches ménagères comme les courses ou la cuisine. En outre, environ une Française sur deux dit réduire sa consommation de viande en 2021, tandis que seulement 36 % des hommes ont intégré cette pratique dans leur quotidien.

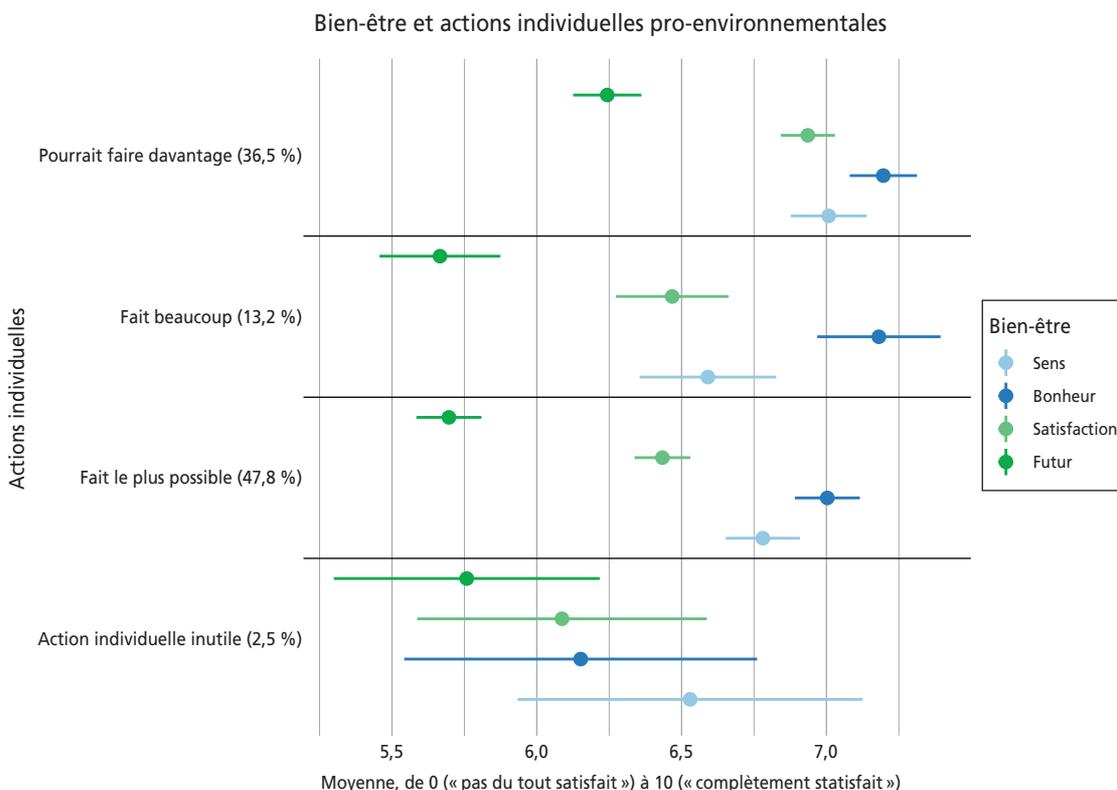


Source : Plateformes « Bien-être » et « Environnement » de l'enquête conjoncture auprès des ménages, Insee/Cepremap

Figure 4.12

Engagement et bien-être

L'envie d'agir est source de bien-être subjectif. Les personnes qui indiquent la nécessité d'un investissement individuel maximal déclarent également un niveau de satisfaction dans la vie plus élevé que ceux qui évoquent un manque de moyen pour agir. C'est chez ceux déclarant que tous devraient s'investir le plus possible pour protéger l'environnement que l'on observe le plus fort sentiment que leur vie a un sens. À l'inverse, la satisfaction de vie des personnes trouvant les problèmes environnementaux exagérés est particulièrement faible (Figure 4.12). De même, ce sont les personnes qui estiment pouvoir faire davantage pour l'environnement qui déclarent les plus hauts niveaux de satisfaction de vie et d'optimisme concernant leurs perspectives futures (Figure 4.13).



Source : Plateformes « Bien-être » et « Environnement » de l'enquête conjoncture auprès des ménages, Insee/Cepremap

Figure 4.13

Les actions pro-environnementales elles-mêmes semblent constituer des facteurs de bien-être, notamment, le déplacement à l'aide de transports respectueux de l'environnement, la réduction et le tri des déchets, l'achat de produits bio, et la prise en compte de l'empreinte carbone au moment des achats alimentaires.

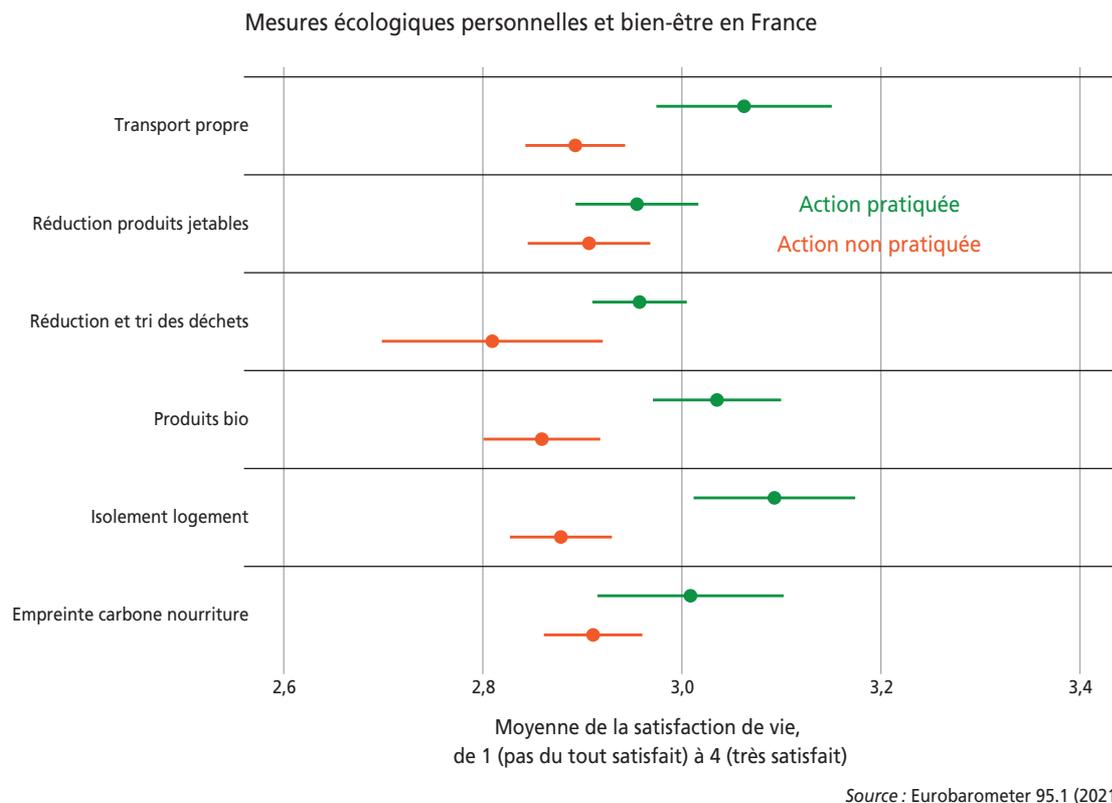


Figure 4.14

QUI S'OPPOSE À LA TAXE CARBONE EN FRANCE ?

En 2018 le mouvement des Gilets jaunes a démontré, avec une certaine violence, l'opposition radicale d'une partie des Français à la hausse des prix des combustibles fossiles. La politique fiscale avait pourtant été présentée comme étant, d'une part, une réponse efficace pour diminuer les émissions de gaz à effet de serre, et d'autre part une politique juste si un système de redistribution l'accompagnait (Guesnerie 2010 ; Schubert 2009). De nombreuses études ont ensuite tenté d'expliquer pourquoi cette opposition fut si intense (Douenne et Fabre 2022) et quels étaient les individus les plus représentés par ce mouvement (Algan *et al.*, 2019). Les déterminants de cette opposition étaient-ils déjà présents plusieurs années avant le mouvement contestataire ? Ces personnes étaient-elles uniquement opposées à une taxe carbone ou bien à l'ensemble des mesures environnementales ? En utilisant des données d'enquête datant de 2016, nous essayons de mettre en évidence les clivages préexistants à la crise des Gilets jaunes, et qui deviendront ensuite les déterminants du soutien à ce mouvement¹.

Nous étudions ici les déterminants de l'acceptabilité de trois politiques environnementales en France : l'augmentation des taxes sur les combustibles fossiles comme le pétrole, le gaz et le

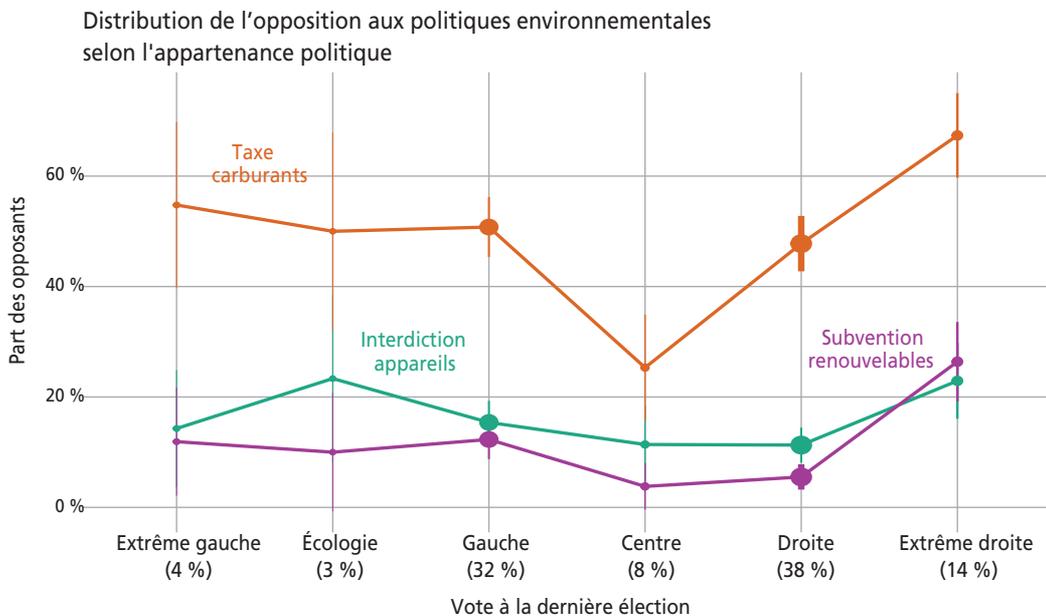
1. Cette analyse est rendue possible grâce au module *Attitudes to Climate Change and Energy* de la vague 8 déployée par l'Enquête sociale européenne en 2016.

charbon, les subventions publiques aux énergies renouvelables comme l'énergie solaire ou éolienne et l'interdiction de la vente des produits ménagers les moins performants sur le plan énergétique¹.

Le soutien de ces politiques environnementales n'est pas homogène au sein de la population française. La littérature a déjà démontré ces dernières années que les Gilets jaunes de 2018 étaient majoritairement issus des ménages populaires, avec des revenus souvent inférieurs au niveau médian en France, votant pour les partis d'extrême droite ou d'extrême gauche et habitant dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Est (Algan *et al.*, 2019). Nous retrouvons ces conclusions parmi les opposants à l'augmentation des taxes sur les combustibles fossiles en 2016. Mais cela n'est pas entièrement vrai pour les deux autres types de politique environnementale.

L'extrême droite

On constate que le vote pour un parti d'extrême droite aux dernières élections est significativement corrélé avec un soutien plus faible aux subventions aux énergies renouvelables et à la taxe sur les carburants.



Source : European Social Survey ESS8, Attitudes to Climate Change and Energy

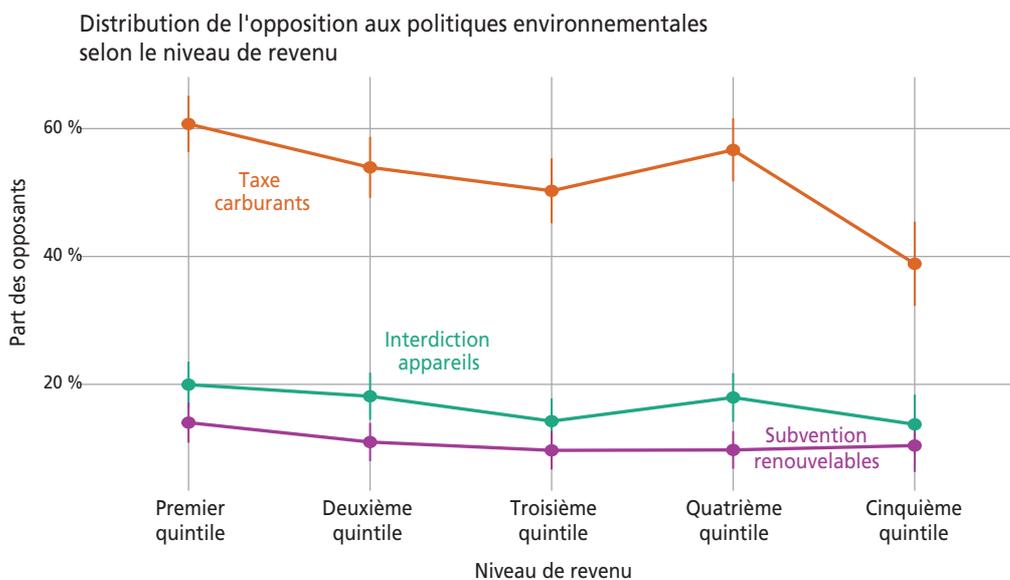
Figure 4.15

Les plus pauvres

L'opposition aux politiques d'interdiction et de subventions n'est pas déterminée par le niveau de revenu des individus en 2016. D'après ce graphique, 10 % à 20 % des répondants ne soutiennent pas ces politiques, quelle que soit leur place sur l'échelle des revenus en France. Cependant il est

1. L'augmentation des taxes sur les combustibles fossiles, l'interdiction de vente des appareils énergétiquement inefficients et les subventions publiques des énergies renouvelables seront respectivement appelées Taxe carburants, Interdiction appareils et Subvention renouvelables dans nos graphiques.

clair que les individus les plus précaires sont fermement opposés à une politique de hausse des taxes sur les combustibles fossiles. La différence entre le premier quintile de revenu (les 20 % les moins riches) et le cinquième (les 20 % les plus riches) est frappante : la part d'opposants décroît de 20 points de pourcentage, de 60 % à 40 %. La perception d'une taxe régressive, pesant plus lourd sur les épaules des moins riches que sur celles des autres, entraîne logiquement ce faible soutien chez les premiers quintiles.



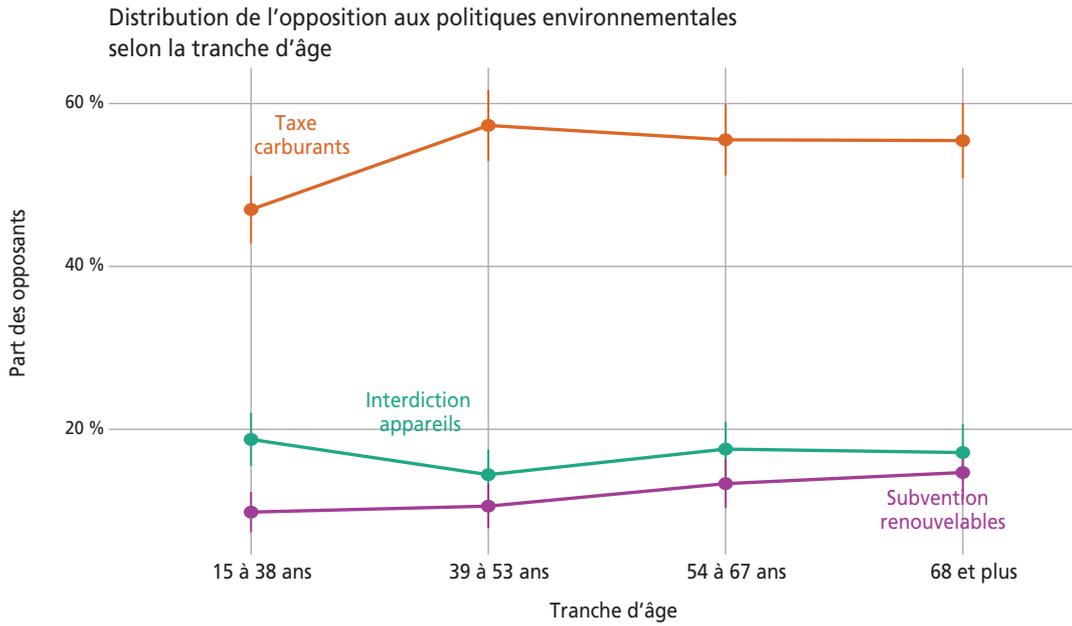
Source : European Social Survey ESS8, Attitudes to Climate Change and Energy

Figure 4.16

Les plus jeunes

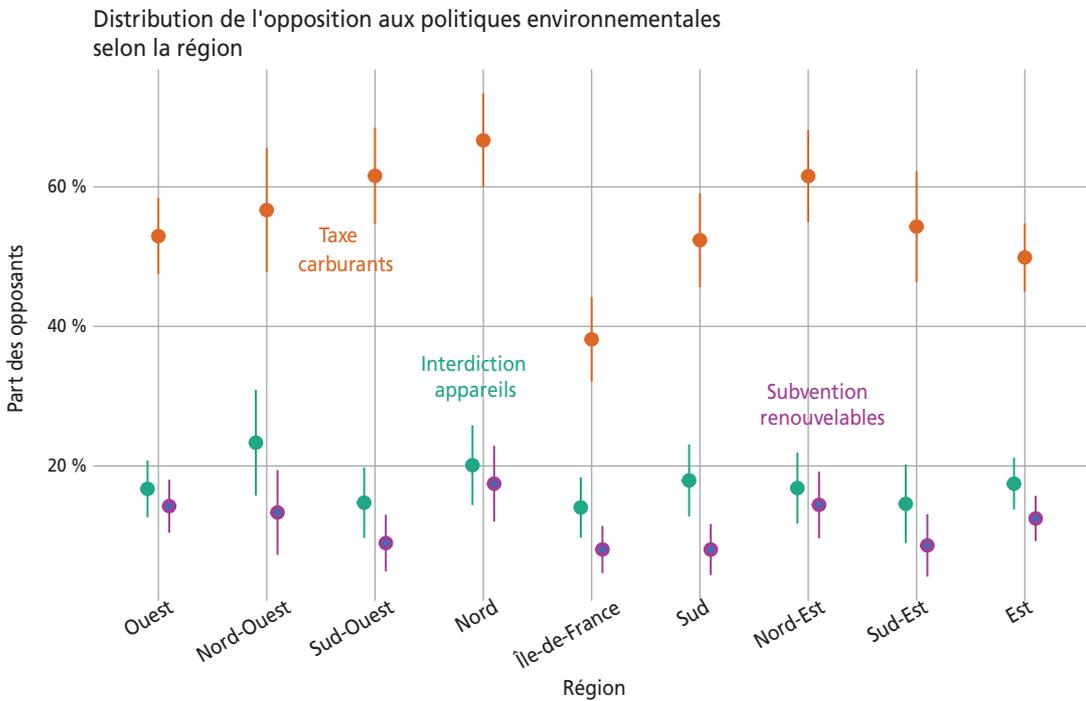
L'âge contribue également à expliquer l'opposition à l'augmentation des taxes sur les combustibles fossiles. Les générations entièrement intégrées dans la vie active, dont les individus ont entre 39 et 53 ans, soutiennent moins souvent cette politique que les plus jeunes, âgés de 15 à 38 ans. Cela s'explique naturellement par les conséquences différenciées de l'augmentation du coût du transport sur ces populations.

On peut aussi penser à la différence, selon les générations, des efforts individuels à accepter pour réduire le réchauffement climatique. Les plus jeunes sont aussi ceux qui estiment le plus pouvoir faire davantage pour l'environnement (Blanc 2022). Une politique fiscale avec des effets conséquents sur le quotidien serait donc plus facilement acceptée par les jeunes. Cependant, en ce qui concerne l'opposition aux deux autres types de politique, aux conséquences plus homogènes sur les individus de générations différentes, l'âge des répondants ne semble pas avoir d'influence. La part des opposants est contenue entre 10 et 20 % selon la tranche d'âge pour ces deux politiques.



Source : European Social Survey ESS8, Attitudes to Climate Change and Energy

Figure 4.17



Source : European Social Survey ESS8, Attitudes to Climate Change and Energy

Figure 4.18

La région Nord

Enfin, l'opposition à la politique fiscale est plus forte dans les régions du Nord, du Nord-Est et du Sud-Ouest. Nous savons que la localisation et l'appartenance politique sont fortement corrélées en France. Cependant, notre étude quantitative suggère l'existence d'un rejet géographique en plus de l'effet politique. Par exemple, la hausse des taxes sur les combustibles fossiles est partiellement acceptée en Île de France, quelle que soit l'orientation politique des répondants, avec seulement 40 % d'opposition. Ce résultat peut sûrement s'expliquer par la plus faible utilisation de la voiture dans cette région (Calvier et Jacquesson 2015).

Les caractéristiques socio-démographiques, si importantes pour expliquer l'opposition à une politique fiscale sur les combustibles fossiles, ne semblent donc pas affecter les deux autres politiques environnementales. Deux autres déterminants se distinguent des variables précédemment étudiées : la confiance envers autrui et la responsabilité personnelle ressentie face au changement climatique (voir *infra*).

LES FRANÇAIS DANS LA MOYENNE DE L'EUROPE EN MATIÈRE ÉCOLOGIQUE

En 2021, le changement climatique était considéré par l'ensemble des Européens comme le problème le plus inquiétant pour le monde, au même titre que la propagation des maladies infectieuses. Bien que bouleversés par la pandémie mondiale du Covid-19, les habitants des pays de l'Union européenne sont restés conscients des conséquences néfastes du réchauffement climatique,

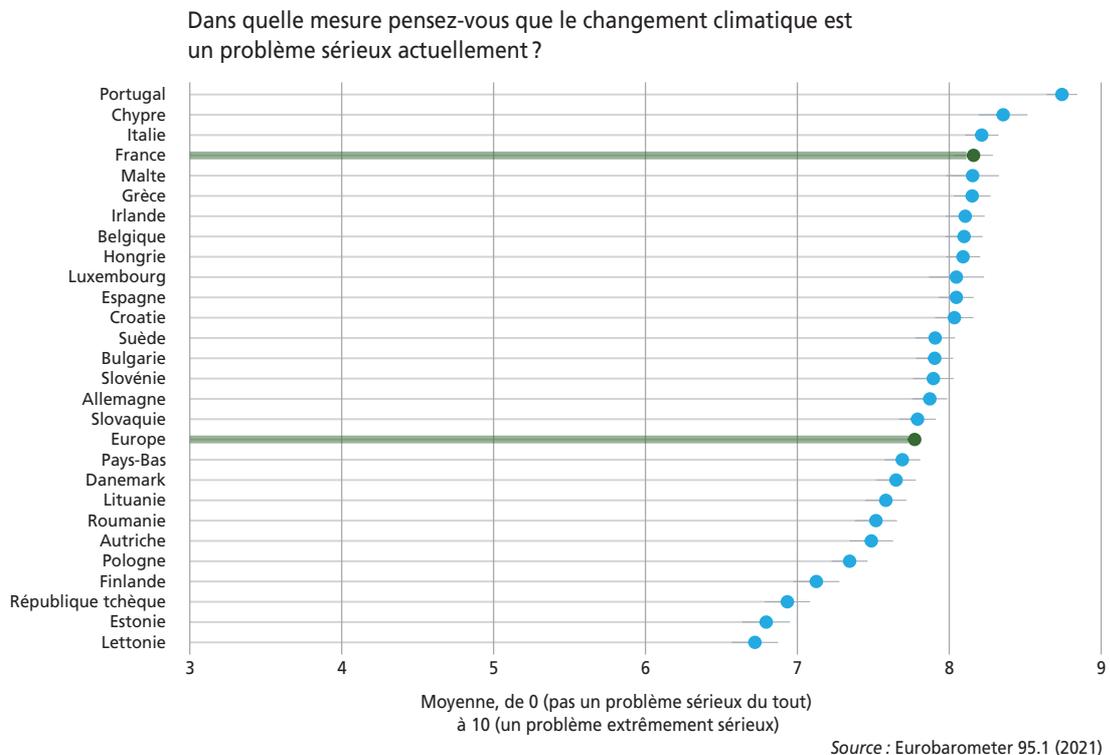


Figure 4.19

notamment du fait de la multiplication des catastrophes naturelles. La réduction à grande échelle des émissions de gaz à effet de serre (GES), la modification des modes de vies et l'adaptation des infrastructures dans les zones à risque sont devenues aujourd'hui des mesures vitales.

Existe-t-il de fortes différences entre pays européens en matière de perception du changement climatique et de pratiques écologiques ? Ou bien les différences éventuelles s'expliquent-elles plutôt par la position sociale des individus ?

Un consensus environnemental européen

C'est au Portugal que s'exprime la plus forte inquiétude vis-à-vis du changement climatique. En 2022, la péninsule a été touchée par une sécheresse record et des incendies ravageurs, entraînant la destruction de 94 000 hectares de forêt. Les Français font également partie des individus les plus préoccupés par le réchauffement climatique en Europe. En revanche, on constate un intérêt moins prononcé dans certains pays d'Europe centrale et orientale, notamment chez les habitants de la République tchèque, de l'Estonie et de la Lettonie.

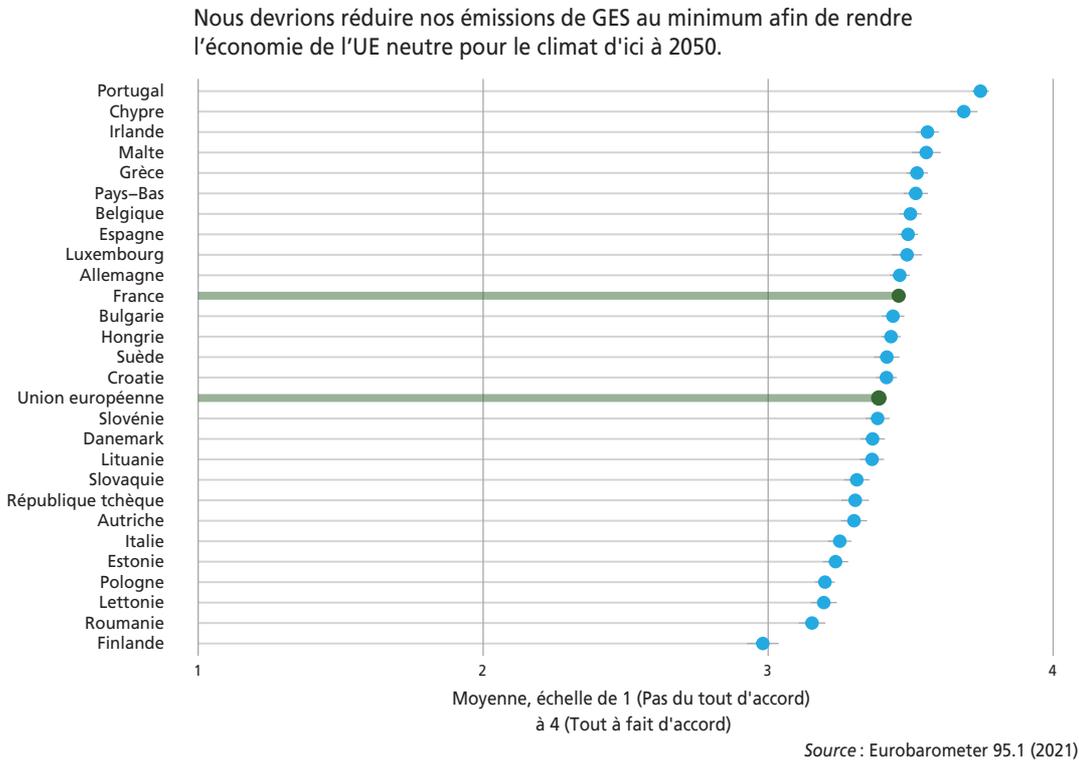


Figure 4.20

Pour limiter le réchauffement climatique à 2 °C¹, objectif défini par le Giec, il faudrait se limiter à un budget carbone total d'environ 900 GtCO₂e². Or, en 2021, les émissions mondiales

1. Avec une probabilité de 83 %.
 2. Une giga tonne équivaut à un milliard de tonnes. Ce budget prend aussi en compte d'autres gaz à effets de serre que le CO₂ comme le CH₄ ou le N₂O.

de gaz à effet de serre s'élevaient environ à 50 GtCO₂e. Ce budget carbone risque donc d'être s'épuisé en moins de 18 ans, si aucune réduction des émissions de gaz à effet de serre n'est réalisée (Schubert et Henriet 2021). C'est pourquoi l'Union Européenne fait de la neutralité carbone dès 2050 sa stratégie principale¹. Cette décision est plébiscitée par l'ensemble de la population européenne : interrogés, 91 % des répondants disent être plutôt ou tout à fait d'accord avec la nécessité de « *réduire nos émissions de gaz à effet de serre au minimum tout en compensant les émissions restantes [...] afin de rendre l'économie de l'UE neutre pour le climat d'ici à 2050.* »

L'adhésion à cette politique varie cependant selon les pays. Les personnes les plus favorables à la politique de neutralité carbone se trouvent en majorité dans les pays où les conséquences du changement climatique seront les plus importantes à court terme : la sécheresse et les incendies au Portugal et en Espagne, les inondations et les tempêtes à Chypre et Malte ou encore en Irlande. C'est dans les pays d'Europe centrale et orientale que l'adhésion est la moins forte. Sans surprise, une corrélation positive forte existe entre la perception du caractère urgent et sérieux du changement climatique et l'adhésion à la décision de réduire les émissions de GES.

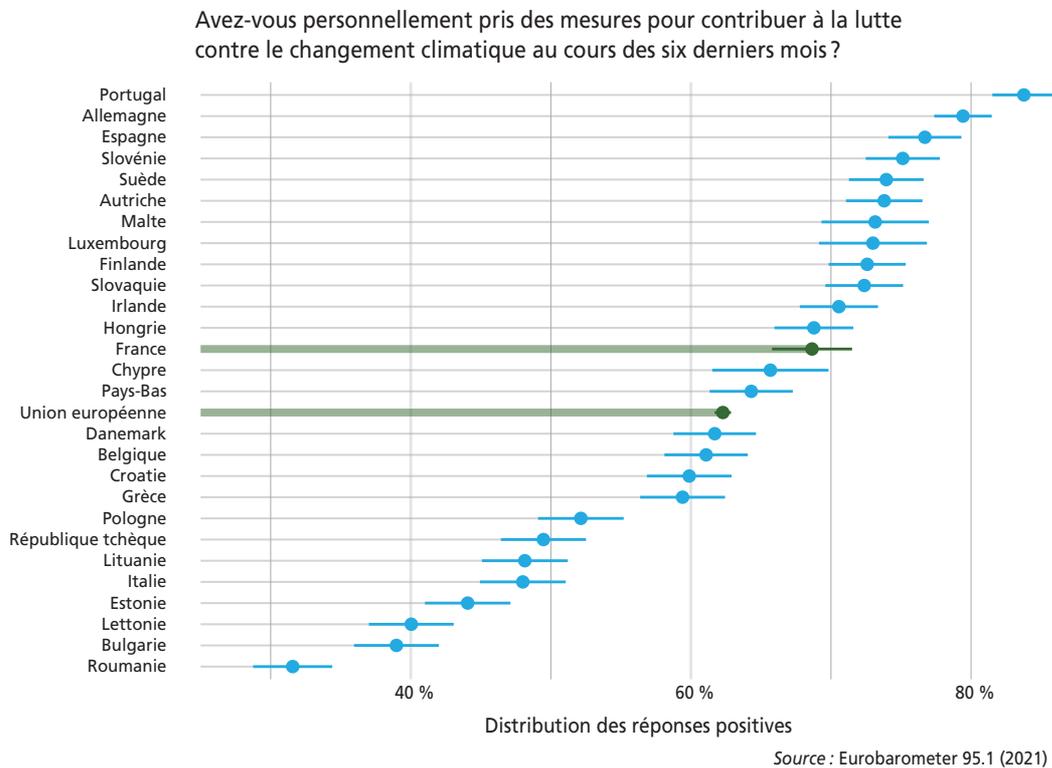


Figure 4.21

Qui s'active en Europe ?

Transformer nos habitudes quotidiennes pour les mettre en phase avec les objectifs environnementaux est aujourd'hui une nécessité largement admise par les Français. En effet, 62 % d'entre eux estiment qu'il faudra modifier de façon importante nos modes de vie, et 87 % désirent

1. Pacte vert pour l'Europe, 2019

« revenir à l'essentiel et au bon sens plutôt que d'innover à tout prix » (Agence de la transition écologique 2023). Cependant, il semble difficile d'intégrer des pratiques respectueuses de l'environnement dans la routine des individus. Alors que le changement climatique est considéré comme un problème sérieux par la grande majorité des Européens, les actions individuelles pour contribuer à le limiter sont encore faiblement ancrées dans leurs habitudes. À la question « Avez-vous personnellement pris des mesures pour contribuer à la lutte contre le changement climatique au cours des six derniers mois ? », seulement 62 % des Européens répondent par l'affirmative en 2021. À cela s'ajoute une forte hétérogénéité entre pays. Les Portugais occupent encore une fois la tête du classement, avec 83 % de réponses positives, tandis qu'en Italie, moins d'une personne sur deux dit avoir adapté ses habitudes. L'inquiétude face au changement climatique n'est donc pas systématiquement vectrice de transformation des pratiques.

Quelles actions concrètes des individus pour l'environnement en Europe ?

Au niveau individuel, quelle est la nature des pratiques respectueuses de l'environnement ? Notre étude montre que la réduction et le tri des déchets ainsi que de la consommation de produits jetables, comme les sacs plastiques ou les emballages superflus, sont les deux mesures les plus prisées par les Européens. Elles se sont répandues notamment grâce aux nombreuses campagnes de prévention, telles que la *Semaine Européenne de la Réduction des Déchets*, rendez-vous européen annuel de sensibilisation à cette question.

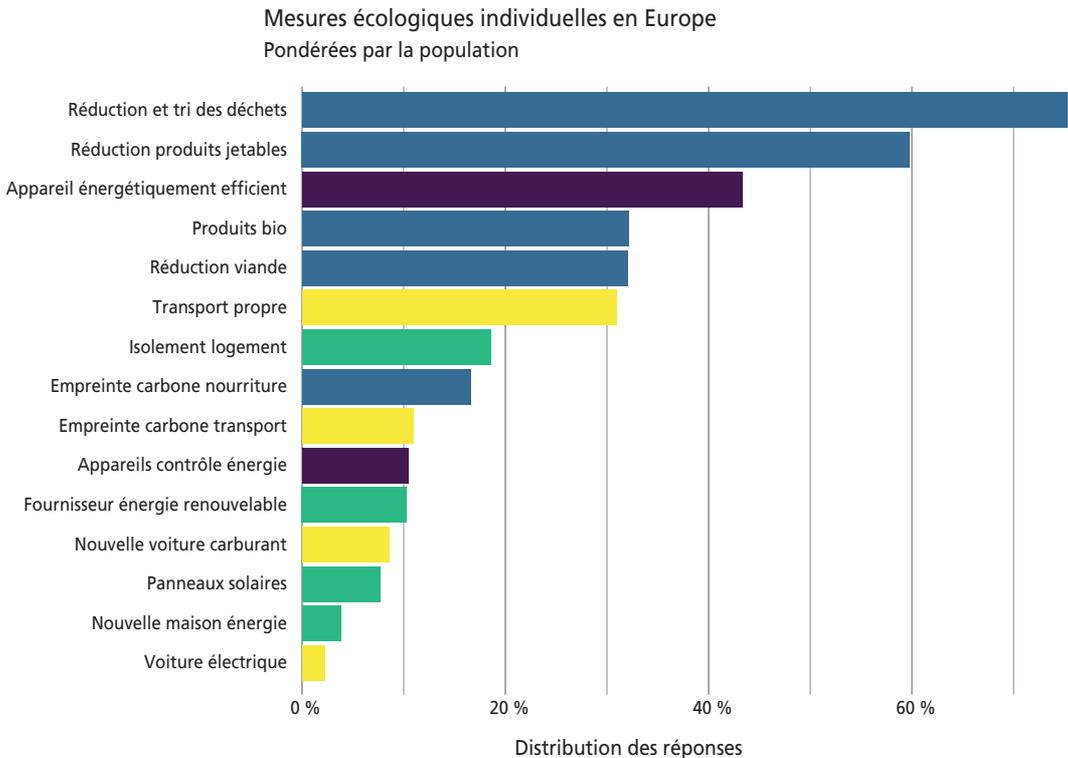


Figure 4.22

À l'inverse, d'autres actions restent plus marginales. Certaines peuvent représenter un coût monétaire important, comme acheter une voiture électrique ou des équipements énergétiquement efficaces. D'autres ne peuvent être mises en œuvre que par des individus propriétaires de leur logement. Enfin, certaines entraînent une remise en cause des habitudes et styles de vie, telles que la réduction de la consommation de viande ou la prise en compte de l'empreinte carbone du transport lors de la planification des vacances.

En France, le tri est pratiqué par 83 % des Français, et la réduction des produits jetables par un peu plus de la moitié de la population. Quelques spécificités sont à noter : l'achat d'aliments issus de l'agriculture biologique ainsi que la réduction de la consommation de viande sont deux mesures en vogue en France avec un différentiel d'environ 10 points de pourcentage par rapport à la moyenne européenne. À l'inverse, seulement un quart des Français choisissent souvent un mode de transport respectueux de l'environnement, comme le vélo ou les transports en commun, plutôt que la voiture privée, tandis qu'en moyenne en Europe, une personne sur trois fait ce choix.

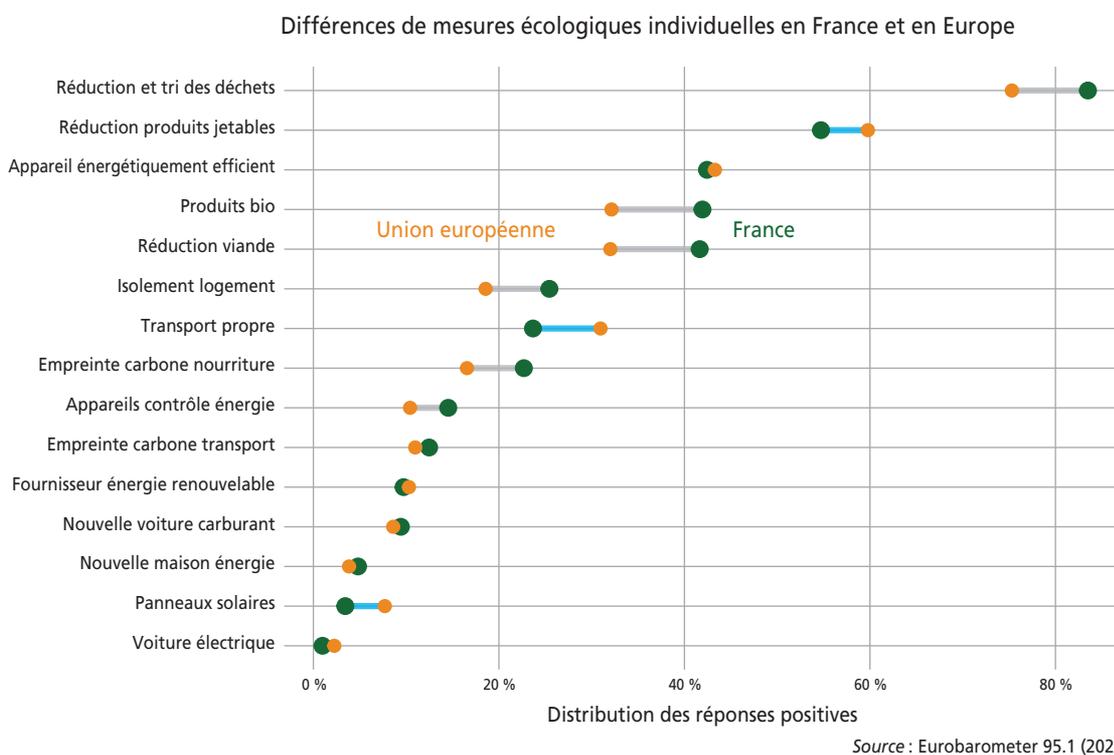
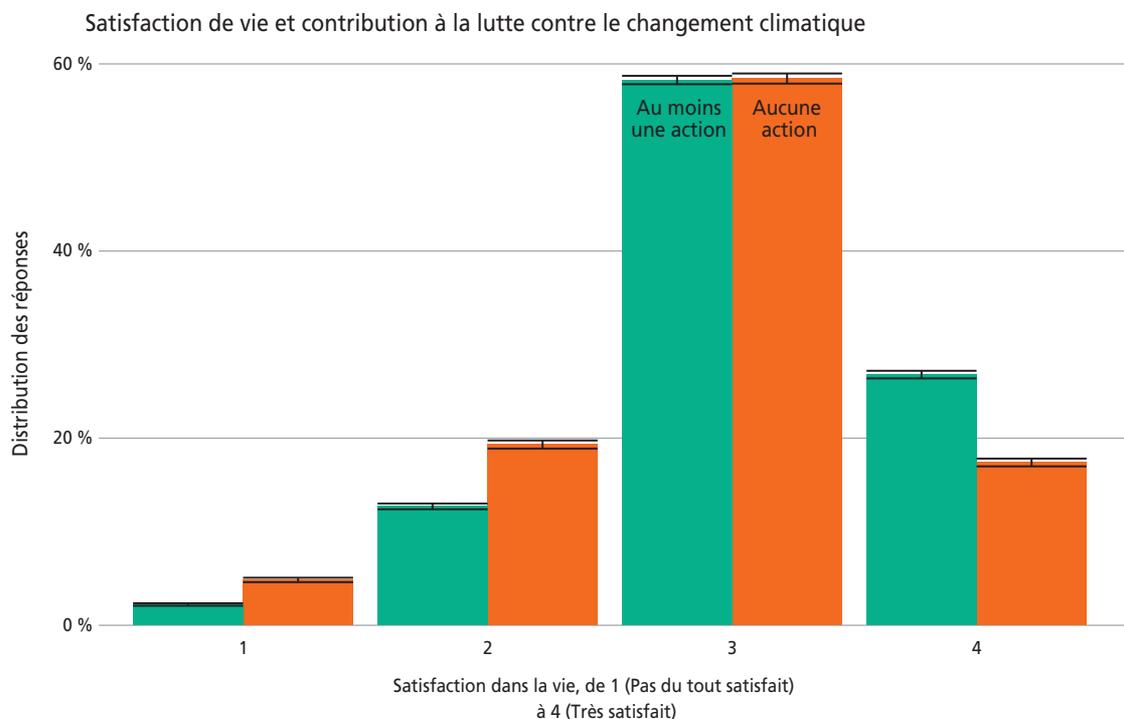


Figure 4.23

Pratiques écologiques et satisfaction

Une corrélation positive émerge de notre étude entre la satisfaction de vie des Européens et leur pratique d'actions respectueuses de l'environnement dans les 6 mois précédant les enquêtes de 2017, 2019 et 2021. 26 % des individus déclarant qu'ils avaient contribué à la lutte contre le changement climatique disent être très satisfaits de la vie qu'ils mènent, tandis que c'est le cas pour seulement 17 % des autres répondants. Bien entendu, ces données ne permettent pas de

savoir si les plus satisfaits sont les plus engagés dans la protection de l'environnement, ou si c'est l'engagement lui-même qui apporte un surplus de satisfaction.



Source : Eurobarometer 95.1, 91.3 and 87.1 (2021, 2019, 2017)

Figure 4.24

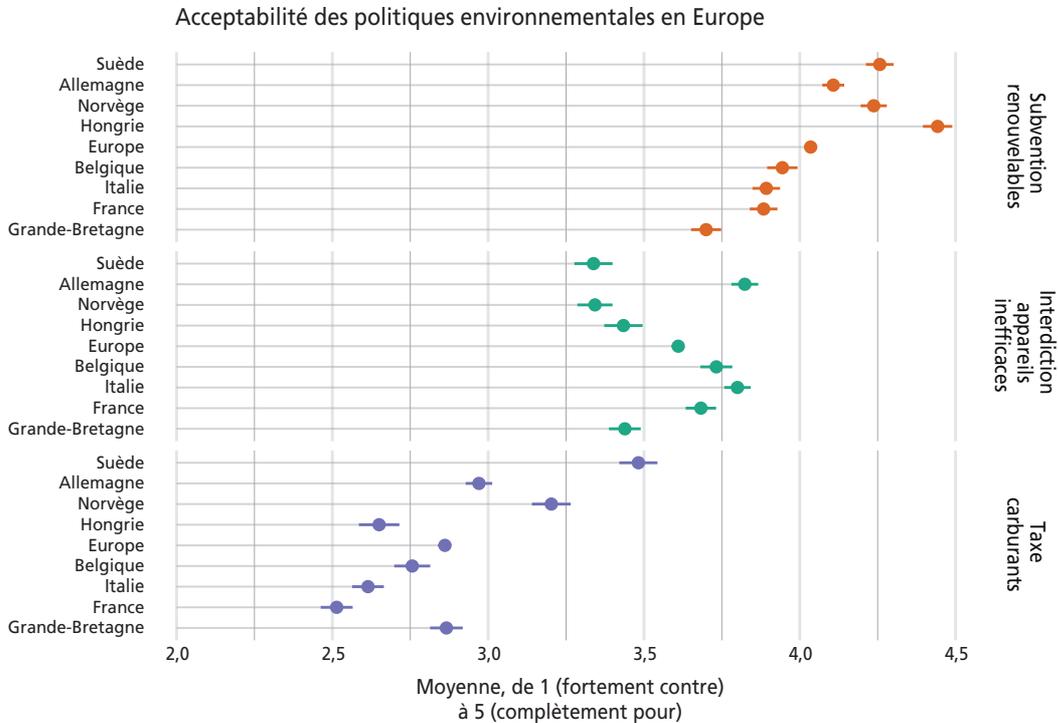
L'ACCEPTABILITÉ SOCIALE DES POLITIQUES ENVIRONNEMENTALES EN EUROPE

Les politiques publiques ayant pour objectif la protection de l'environnement et la réduction de l'empreinte écologique de l'activité humaine sont loin d'être perçues et acceptées de manière uniforme en Europe. L'augmentation des taxes sur les combustibles fossiles, ainsi que les subventions publiques des énergies renouvelables, ou encore l'interdiction de la vente des appareils ménagers les moins économes en énergie, n'échappent pas à cette logique.

En Europe, il apparaît clairement que les subventions publiques aux énergies renouvelables sont plus largement soutenues que les autres politiques environnementales. Ce sont dans les pays du Nord de l'Europe, comme la Suède et la Norvège, mais aussi en Allemagne ou en Hongrie que les populations sont les plus favorables à cette politique. En revanche, les pays d'Europe de l'Ouest tels que la Belgique, la France, l'Italie et la Grande-Bretagne sont en-dessous de la moyenne européenne. Malgré ces différences, près de 80 % des répondants sont favorables aux subventions publiques ciblant les énergies renouvelables.

La France est l'un des pays les plus en faveur d'une politique d'interdiction des appareils les moins efficaces en termes d'énergie, avec l'Allemagne, l'Italie et la Belgique. Mais c'est aussi le pays d'Europe où le soutien pour une taxe sur les carburants est le plus faible. Moins de 25 % des répondants sont favorables à cette mesure tandis que la moyenne européenne est d'une personne

sur trois. Si la méconnaissance du fonctionnement de ce type de mesure explique en partie cette opposition, c'est surtout son apparence régressive (défavorable aux plus pauvres) et la méfiance populaire envers la classe politique qui entraînent sa faible acceptabilité (Chiroleu-Assouline 2022).



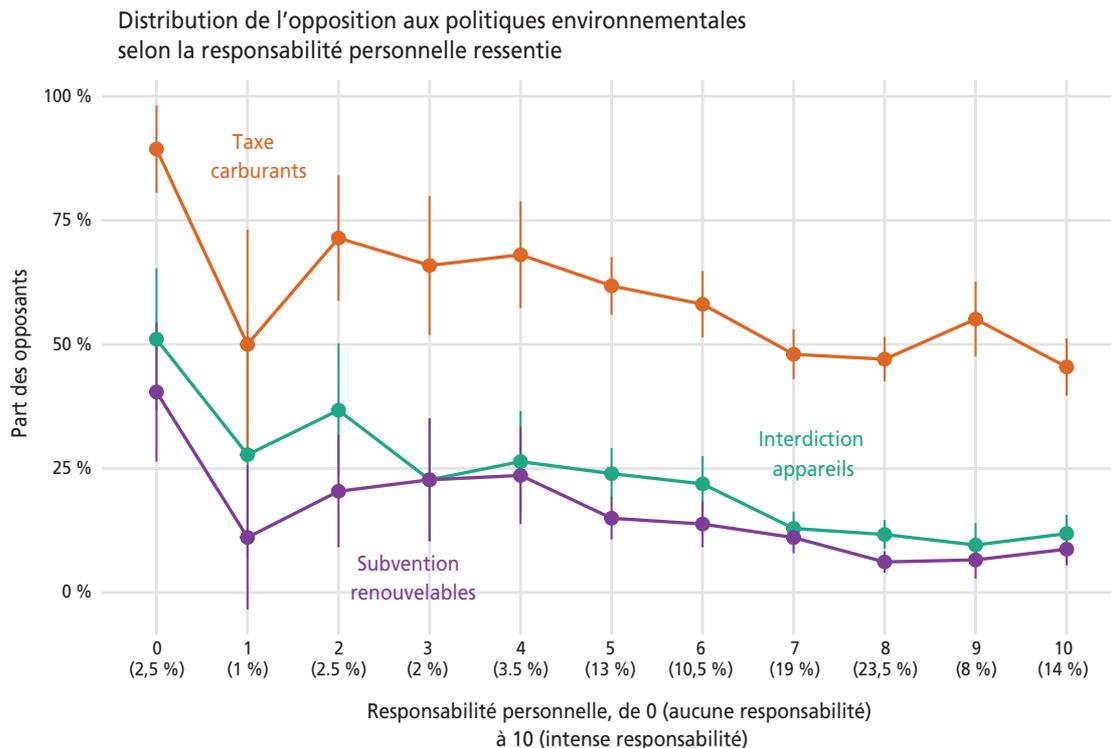
Source : European Social Survey ESS8, Attitudes to Climate Change and Energy

Figure 4.25

Se sentir responsable

Dans leur article *A Value-Belief-Norm Theory of Support for Social Movements: The Case of Environmentalism*, Paul C. Stern et ses coauteurs (Stern *et al.*, 1999) soutiennent que la responsabilité ressentie par les individus face aux problématiques environnementales est un déterminant critique de leur activisme, de leurs changements de comportement (Boto-García et Buccioli 2020) et de leur soutien politique (Bouman *et al.*, 2020). Ce sentiment dépendrait de deux représentations : la conscience de la menace qui pèse sur l'environnement et la conviction que les actions individuelles sont efficaces pour le protéger.

Nous vérifions qu'effectivement se sentir plus responsable face au changement climatique entraîne systématiquement un soutien accru à tous les types de mesures évoquées. L'effet le plus fort concerne l'adhésion à la politique d'interdiction des appareils inefficaces. En revanche, 90 % des personnes qui indiquent ne ressentir aucune responsabilité personnelle face au changement climatique s'opposent à une taxe sur les carburants, contre 45 % de ceux qui se sentent responsables. Cette différence se chiffre respectivement à 40 et 32 points de pourcentage pour la politique d'interdiction de vente des appareils énergétiquement inefficaces et la politique de subvention publique aux énergies renouvelables (Figure 4.26).



Source : European Social Survey ESS8, Attitudes to Climate Change and Energy

Figure 4.26

Nous observons également une forte corrélation entre les convictions des individus concernant l'efficacité des actions individuelles et leur sentiment de responsabilité personnelle. Une personne profondément convaincue que ses pratiques sont pertinentes et peuvent faire la différence pour protéger l'environnement ressent une forte responsabilité face au changement climatique, un enseignement crucial pour la lutte contre le réchauffement climatique (Dechezleprêtre *et al.*, 2022).

Le rôle de la confiance

Une note de notre Observatoire¹ nous apprenait en 2019 que le manque de confiance dans les autres jouait un rôle déterminant dans l'opposition à la taxe carbone. Les auteurs expliquaient notamment que les Gilets jaunes et leurs soutiens ne croyaient plus en la redistribution pourtant promise par les décideurs publics parce qu'ils étaient convaincus qu'elle profiterait seulement aux autres. Nous retrouvons ce résultat en ce qui concerne la taxe sur les combustibles fossiles : une personne manifestant une confiance plus faible en les autres se déclare en moyenne moins en faveur de cette politique. Les répondants indiquant le niveau le plus faible de confiance interpersonnelle s'y opposent à 60 % contre seulement 30 % parmi ceux indiquant une confiance forte (figure 4.27).

1. *Qui sont les Gilets jaunes et leurs soutiens ?* (Algan *et al.*, 2019).

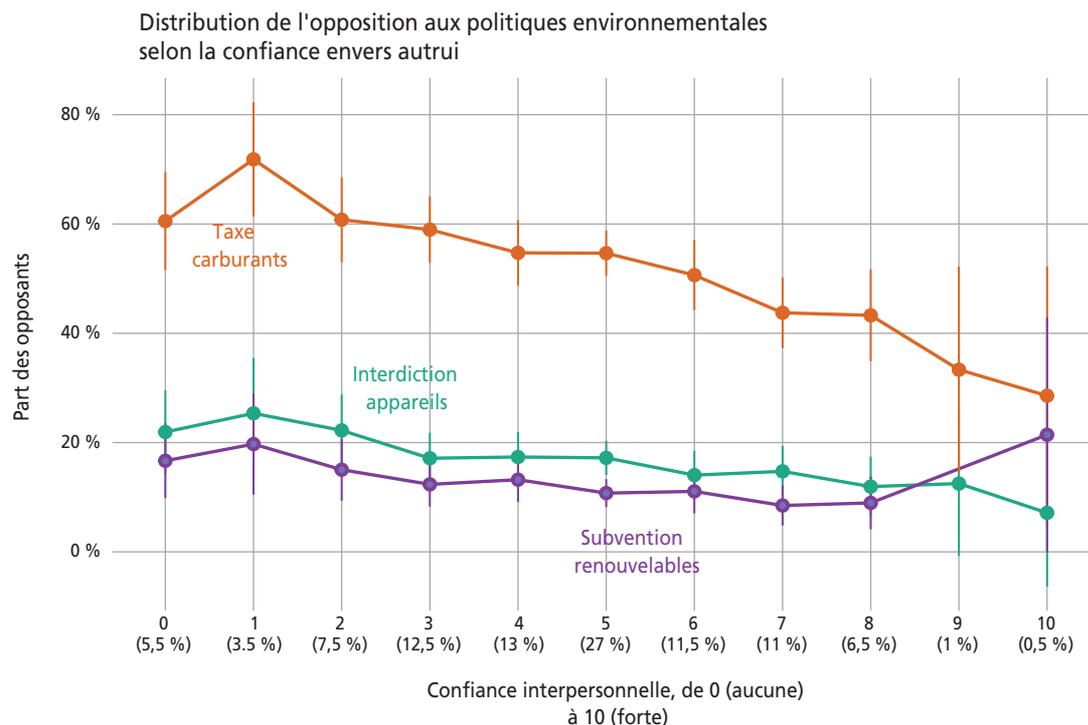


Figure 4.27

Cependant cette conclusion ne s'applique pas aux deux autres politiques environnementales. C'est certainement parce qu'elles affectent tout le monde de la même manière (elles ne sont pas perçues comme « régressives ») et ne semblent pas (en apparence) toucher aux finances des ménages, que les subventions aux énergies renouvelables et l'interdiction des produits énergétiquement inefficients sont acceptées. Leur fonctionnement économique appelle également moins d'explications : une subvention et une interdiction de vente sont deux mesures plus compréhensibles qu'une politique de redistribution des bénéfices engendrés par une taxe sur les combustibles fossiles.

* *
*

Ainsi, si la transition écologique dépend avant tout des politiques publiques d'investissement dans les technologies vertes, les infrastructures nécessaires et la recherche, les citoyens ont désormais une conscience aigüe de l'urgence climatique. On note que ceux qui sont mobilisés et adoptent des comportements plus respectueux de l'environnement font état d'un plus haut niveau de satisfaction de vie. Sans pouvoir établir le sens de la causalité, cette association est porteuse d'une note d'optimisme quant à l'impact de la transition écologique sur le bien-être subjectif.

BIBLIOGRAPHIE

Agence de la Transition Ecologique. 2023. « Les Français aspirent à changer de modèle de société mais sont pris dans des injonctions contradictoires », 2023.

- Algan, Yann, Elizabeth Beasley, Daniel Cohen, Martial Foucault, et Madeleine Péron. 2019. « [Qui sont les Gilets jaunes et leurs soutiens ?](#) » 2019-02-14. Notes de l'Observatoire du bien-être. Paris : Cepremap.
- Blanc, Corin. 2022. « [L'environnement et les Français, préoccupations et pratiques](#) ». 2022-13. Notes de l'Observatoire du bien-être. Paris : Cepremap.
- Boto-García, David, et Alessandro Bucciol. 2020. « [Climate Change : Personal Responsibility and Energy Saving](#) ». *Ecological Economics* 169 (mars) : 106530.
- Bouman, Thijs, Mark Verschoor, Casper J. Albers, Gisela Böhm, Stephen D. Fisher, Wouter Poortinga, Lorraine Whitmarsh, et Linda Steg. 2020. « [When Worry about Climate Change Leads to Climate Action : How Values, Worry and Personal Responsibility Relate to Various Climate Actions](#) ». *Global Environmental Change* 62 (mai) : 102061.
- Calvier, Céline, et Françoise Jacquesson. 2015. « [En Île-de-France, l'usage de la voiture pour aller travailler diminue](#) ». *Insee Analyses*, janvier, 4.
- Chiroleu-Assouline, Mireille. 2022. « [Rendre acceptable la nécessaire taxation du carbone : Quelles pistes pour la France ?](#) » *Revue de l'OFCE* N° 176 (1) : 15-53.
- Dechezleprêtre, Antoine, Adrien Fabre, Tobias Kruse, Bluebery Planterose, Ana Sanchez Chico, et Stefanie Stantcheva. 2022. « [Fighting Climate Change : International Attitudes Toward Climate Policies](#) ». *NBER, Working Paper 30265*.
- Douenne, Thomas, et Adrien Fabre. 2022. « [Yellow Vests, Pessimistic Beliefs, and Carbon Tax Aversion](#) ». *American Economic Journal : Economic Policy* 14 (1) : 81-110.
- Guesnerie, Roger. 2010. *Pour une politique climatique globale : blocages et ouvertures*. Collection Opuscules du Cepremap. Rue d'Ulm.
- Kressmann, Gil. 2022. « [Un marché bio en crise profonde](#) ». *Paysans & société* 393 (3) : 34-40.
- Millot, Charlotte, et Jörg Müller. 2022. « [Sensibilité à l'environnement, action publique et fiscalité environnementale : l'opinion des Français en 2022](#) », ADEME, Crédoc, 20.
- Pautard, Eric. 2021. « [Pratiques environnementales des Français en 2020 : agir à l'échelle individuelle](#) », Service Statistique du Ministère de la Transition Ecologique.
- Perona, Mathieu. 2023. « [À pied, à vélo, en bus ou en voiture : les trajets domicile-travail](#) ». 2023-01. Note de l'Observatoire du Bien-être. Paris : Cepremap.
- Prados, Justine. 2022. « [AB, Demeter, HVE... Les labels sont-ils vraiment écolos ?](#) » *Vert, le média qui annonce la couleur*, 2022.
- Schubert, Katheline, et Fanny Henriët. 2021. *La transition énergétique : objectif zen*. Collection Opuscules du Cepremap. Rue d'Ulm, Presses de l'École normale supérieure.
- Schubert, Katheline. 2009. *Pour la taxe carbone. La politique économique face à la menace climatique*. Collection Opuscules du Cepremap. Rue d'Ulm, Presses de l'École normale supérieure.
- Stern, Paul C, Thomas Dietz, Troy D Abel, Greg Guagnano, et Linda Kalof. 1999. « [A Value-Belief-Norm Theory of Support for Social Movements : The Case of Environmentalism](#) ». *Human Ecology Review* 6 (2) : 18.
- Tavoularis, Gabriel, et Eléna Sauvage. 2018. « [Les nouvelles générations transforment la consommation de viande](#) », Crédoc.

4.2. Bien-être et transition écologique : une revue des travaux existants

Du sentiment d'impuissance à la révolte, de la représentation d'une écologie punitive à celle d'une sobriété heureuse, le thème du bien-être traverse les représentations du changement climatique et de la nécessaire transition écologique. Nous réalisons ici un parcours de la littérature scientifique qui mobilise la mesure du bien-être subjectif pour éclairer ces enjeux.

Le bien-être subjectif constitue une manière de mesurer les effets du changement climatique, ses conséquences matérielles, mais aussi le coût important de la plus grande variabilité du climat. À une échelle plus locale, il souligne les effets délétères de la pollution et ceux, bénéfiques, d'un accès à des espaces naturels.

On constate ainsi que le changement climatique génère de fortes réactions émotionnelles. Si l'éco-anxiété pèse aujourd'hui sur le bien-être d'un nombre croissant de Français, et particulièrement des jeunes générations, la colère à l'égard de la lenteur des progrès accomplis constitue un puissant facteur de passage à l'action. Elle n'est heureusement pas le seul facteur. De nombreuses études soulignent qu'adopter des comportements plus éco-responsables va de pair avec un niveau de bien-être plus élevé.

Notre compréhension de la manière dont se construit l'évaluation de la satisfaction dans la vie fournit en parallèle des outils pour dessiner les transitions vers des modes de vie moins consommateurs en ressources et évaluer l'acceptabilité des évolutions proposées.

* *
*

Le changement climatique est aujourd'hui une préoccupation générale. Pour 78 % des Européens, il s'agit de l'un des principaux problèmes de notre temps (Lauwerier et Verdier 2022)¹. Ses conséquences comme les mesures pour en limiter les effets évoquent des images sombres. De l'éco-anxiété à l'écologie punitive, non seulement le changement climatique menace de peser sur notre bien-être actuel, mais le chemin vers une société plus respectueuse de l'environnement semble devoir passer par une réduction drastique de notre bien-être. Un parcours des recherches liant bien-être subjectif et transition écologique conduit à un constat plus nuancé. Il peint aussi un paysage incomplet. La plupart des études relevées ici révèlent des corrélations entre des conséquences du changement climatique et le bien-être. Celles qui mettent rigoureusement en évidence une conséquence de cause à effet sont une minorité, parfois pour des raisons structurelles, liées à la difficulté de réaliser des expériences ou au manque de données. Nous espérons que cette revue des travaux existants rendra compte de l'intérêt et les enjeux de la prise en compte du bien-être subjectif pour dessiner les contours d'une trajectoire de transition et d'adaptation au changement climatique.

Le bien-être subjectif constitue d'abord un instrument de mesure des impacts du changement climatique sur les humains, au-delà d'une évaluation purement monétaire. Il fait apparaître des conséquences des modifications du climat et de la destruction de l'environnement plus lourdes que la seule estimation des dommages imposés à l'activité économique. Inversement, la contribution au bien-être d'un accès à la nature n'est que très imparfaitement reflétée dans les valeurs de marché. Les approches sous l'angle du bien-être soulignent ainsi l'urgence à agir, tant pour

1. L'ensemble de bibliographie de cette section est accessible en ligne sur la plate-forme Zotero : https://www.zotero.org/groups/4705729/observatoire_du_bien-tre_du_cepremap_public/collections/IAARL5SA

réduire les conséquences du changement climatique que pour reconfigurer notre habitat, avec, en contrepartie, des dispositions à payer qui semblent à la hauteur des enjeux.

Les émotions négatives face au changement climatique pèsent naturellement sur le bien-être, particulièrement sur celui des jeunes. D'un sentiment d'impuissance délétère, l'éco-anxiété, à un engagement écologique porteur de sens, il existe cependant de nombreuses passerelles. Greta Thunberg a incarné la colère face à l'inaction des générations actuellement au pouvoir, mais d'autres chemins existent, d'autant plus que le passage à l'action n'est pas forcément synonyme de chemin du sacrifice. De nombreuses études montrent en effet que les personnes les plus engagées dans des comportements éco-responsables ont aussi un niveau de bien-être plus élevé. Il semble ainsi possible de dessiner un chemin vers une transition écologique motivée autant par la recherche du bien-être que par la volonté d'éviter l'effondrement.

LE BIEN-ÊTRE SUBJECTIF COMME INSTRUMENT DE MESURE

Nous consacrons une bonne partie de nos travaux à montrer comment les métriques de bien-être subjectif permettent de dessiner et de comprendre des situations dont l'analyse échappe à une approche par les échanges monétaires. Le changement climatique ne fait pas exception.

Évaluer les effets du changement climatique

Le changement climatique va bien évidemment avoir un effet direct sur les fondamentaux du bien-être, à commencer par la sécurité alimentaire ou la malnutrition. La fréquence plus élevée événements climatiques extrêmes – sécheresses, inondations, tempêtes – multiplie les occasions de mauvaises récoltes, d'épidémies et de malnutrition (Frumkin *et al.*, 2008). Au-delà de ces événements spectaculaires, mais dont on peut, en France, se croire relativement préservé, nous sommes tous concernés. L'épidémie de Covid-19 nous a ainsi largement sensibilisés aux risques posés par la transmission de maladies d'espèces animales vers l'humain. La redistribution des espèces animales avec le changement climatique vient augmenter ce risque (Pecl *et al.*, 2017). Nous en faisons déjà l'expérience avec l'extension en France métropolitaine de l'aire du moustique tigre, vecteur de maladies comme le chikungunya, la dengue ou le virus Zika, ou l'extension de l'aire des tiques porteuses de la maladie de Lyme. Une représentation juste des conséquences du changement climatique doit donc intégrer non seulement ses conséquences sur le système productif, mais aussi sur la manière dont il va modifier l'expérience quotidienne de tout un chacun, allant du risque accru de maladie à l'exposition plus fréquente à des aléas climatiques (Charlson *et al.*, 2021).

Ceci commence à être prise en compte dans les travaux internationaux. Pour le sixième rapport d'évaluation (RE6) du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec), le deuxième groupe de travail consacre ainsi son septième chapitre aux conséquences du changement climatique sur « la santé, le bien-être et la structure des sociétés humaines » (Cissé, *et al.*, 2022). La perspective adoptée est dominée, à l'image des recherches existantes, par les questions relatives à la santé, la détresse matérielle et la santé mentale, particulièrement dans les populations les plus touchées.

Climat et bien-être

S'il est techniquement exact, l'usage du terme « réchauffement climatique » a longtemps constitué un obstacle à la prise de conscience de la gravité du problème. Après tout, l'attrait des provinces méridionales, de la Côte d'Azur en France à la *Sun Belt* américaine, semble indiquer qu'un climat un

peu plus chaud ne serait pas désagréable. Cette intuition est confirmée par de nombreuses études. Les personnes vivant sous un climat agréable, avec un ensoleillement généreux et une humidité faible, déclarent en moyenne une satisfaction dans la vie plus élevée (Murray, Maddison, et Rehdanz 2013 ; P. Frijters et Van Praag 1998 ; Mkrtchyan *et al.*, 2018 ; Zapata 2022). D'un pays à l'autre, le climat, la richesse et leur interaction expliquent à eux seuls 35 % des différences de mal-être subjectif (Fischer et Van de Vliert 2011). À la lumière de ces résultats, plusieurs travaux estiment qu'il existe un climat optimal, avec des températures moyennes autour de 18°C (Maddison et Rehdanz 2011). À l'échelle de la journée, on estime qu'une journée ensoleillée est plus propice à ce que les gens se déclarent heureux qu'une journée pluvieuse. Sur la satisfaction dans la vie, qui a une dimension plus évaluative, les résultats varient d'une enquête à l'autre (Feddersen, Metcalfe, et Wooden 2012 ; Paul Frijters, Lalji, et Pakrashi 2020). Or, à l'exception de quelques rares régions d'Europe du Nord, le changement climatique va éloigner l'essentiel de l'humanité de cet idéal, et non l'en rapprocher. Certes, il est possible que de vastes zones actuellement peu peuplées deviennent plus accueillantes, mais elles ne pourront accueillir les immenses populations dont le changement climatique rend l'habitat actuel invivable, sans compter les coûts énormes, et souvent sous-estimés, de la destruction des sociétés liées à la migration (Banerjee, Duflo, et Jaquet 2020).

Le réchauffement climatique d'autant plus une mauvaise nouvelle qu'en pratique, c'est moins la température moyenne qui compte que la plus faible proportion de mois nettement plus chauds ou plus froids (Maddison et Rehdanz 2020), autrement dit la régularité du climat. Après la richesse des pays telle que mesurée par le PIB, cette régularité constitue pour les travaux liant climat et bien-être le second facteur expliquant les différences de bien-être entre les pays. En rendant la météo plus instable et les phénomènes extrêmes plus fréquents, la multiplication d'épisodes de canicule en été et d'événements météorologiques extrêmes tout au long de l'année par exemple, le changement climatique nous éloigne tous de cet optimum régulier, avec des conséquences néfastes sur notre bien-être. À titre d'exemple, des recherches ont déjà montré qu'une augmentation de la variabilité des pluies (à volume total comparable) a un effet négatif sur le bien-être des agriculteurs éthiopiens, au-delà de ce qu'explique la baisse de leur production (Alem et Colmer 2014), un phénomène également observé en Inde (Pailler et Tsaneva 2018), ou au Royaume-Uni lors des pluies excessive (Berleemann, Regner, et Tutt 2020). L'intuition fondamentale est que la satisfaction dans la vie, mesure-clef du bien-être subjectif, est influencée non seulement par le niveau de la consommation (ou des revenus), mais aussi, et de manière très sensible, par le risque perçu de voir son niveau de vie se dégrader suite à des événements incontrôlables (Berleemann et Eurich 2021 ; Zander, Moss, et Garnett 2019).

Au-delà de ce motif du risque, il semble établi que l'exposition à des catastrophes naturelles a des impacts multiples sur le bien-être subjectif, en plus et au-delà de l'effet de la perte de revenu. De nombreuses études illustrent l'effet délétère de l'exposition à la sécheresse sur la santé mentale (Stanke *et al.*, 2013). Au Brésil, un programme de lutte contre la pauvreté est parvenu à préserver les conditions de vie matérielles de familles touchées par la sécheresse, mais n'a pas complètement enrayer leur perte de bien-être (Bedran-Martins, Lemos, et Philippi 2018), ce qui indique qu'indemniser les ménages victimes ne suffit pas à annuler les conséquences de tels événements. Ainsi, si on considère la perte de satisfaction dans la vie plutôt que la seule valeur de la réduction de la production agricole, l'augmentation de la fréquence des sécheresses va coûter à l'Australie l'équivalent de 1 % de son PIB chaque année (Carroll, Frijters, et Shields 2009).

Le même constat d'effets qui dépassent les destructions matérielles s'observe pour les autres types de catastrophes naturelles, comme les ouragans en Floride (Acierno *et al.*, 2007), les feux

de forêt en Espagne (Sekulova et van den Bergh 2013), en France, en Italie et au Portugal (Kountouris et Remoundou 2011), ou encore les inondations (von Möllendorff et Hirschfeld 2016 ; Luechinger 2009 ; Sekulova et van den Bergh 2016). À court terme, les catastrophes ont aussi un impact sur le bien-être des populations proches mais non directement touchées, comme le montre aux États-Unis l'épisode de l'ouragan Katrina (Kimball *et al.*, 2006).

Ces coûts subjectifs des catastrophes naturelles sont inégalement répartis. Au Vietnam, les femmes mettent plus longtemps à se remettre de l'exposition à une inondation que les hommes, et y perdent une plus grande partie de leur revenu (Hudson, Pham, et Bubeck 2019). Les catastrophes naturelles viennent augmenter les risques pour la santé mentale des populations initialement plus vulnérables (Hrabok, Delorme, et Agyapong 2020). Les enfants sont tout particulièrement concernés, ils subissent à la fois un effet direct et le contrecoup des tensions accrues au sein des familles (Keenan *et al.*, 2004).

Du bien-être à la disposition à payer

Le bien-être subjectif a également été mobilisé afin de valoriser des biens et services rendus par l'environnement et qui ne passent pas par un marché et échappent aux comptes nationaux (Welsch et Ferreira 2014 ; Welsch 2007). Si les discussions sur la méthodologie et l'ampleur des estimations obtenues restent vives (Welsch et Kühling 2011 ; Ferreira et Moro 2013), l'approche par le bien-être subjectif constitue une approche permettant d'estimer la disposition à financer des mesures de lutte contre le changement climatique (Frey, Luechinger, et Stutzer 2010 ; C. Fleming et Ambrey 2017 ; Beja 2012). L'objectif est d'estimer l'équivalent monétaire d'un meilleur environnement, en particulier au regard de la pollution de l'air (Welsch 2006 ; Kopmann et Rehdanz 2013 ; Ambrey, Fleming, et Chan 2014 ; Bayer, Keohane, et Timmins 2009 ; Cuñado et de Gracia 2013 ; Welsch 2002 ; Levinson 2012 ; Luechinger 2009 ; 2010 ; Ambrey et Fleming 2014).

ENVIRONNEMENT LOCAL, POLLUTION, ESPACES VERTS

Par nature, le changement climatique est un phénomène global. Ses conséquences et les dispositifs d'adaptation ont en revanche une dimension fortement locale. L'environnement local – qualité de l'air, accès à des espaces naturels, à des parcs, etc. – explique en effet une grande partie des différences de bien-être entre pays et au sein de chaque pays (Ahmadiani *et al.*, 2020 ; Brereton, Clinch, et Ferreira 2008 ; 2008 ; Gandelman, Piani, et Ferre 2012), et ce indépendamment du revenu des personnes (Ferreira et Moro 2013).

Pollution de l'air

Si la pollution de l'air est perceptible lors d'épisodes importants, elle est le plus souvent invisible. Pourtant, de nombreuses études réalisées dans de nombreux pays mettent en évidence l'effet délétère de la pollution de l'air sur le bien-être subjectif (Smyth, Mishra, et Qian 2008 ; Li, Folmer, et Xue 2014 ; Ferreira *et al.*, 2013 ; Rehdanz et Maddison 2008 ; Ahumada et Iturra 2021 ; Welsch 2002 ; Ambrey, Fleming, et Chan 2014 ; Bayer, Keohane, et Timmins 2009 ; Cuñado et de Gracia 2013). Au rebours de l'idée que les pollutions les plus visibles affecteraient davantage le bien-être ressenti, on constate que le lien entre bonheur et pollution est net en ce qui concerne les particules les plus fines, mais moins avec les tailles les plus élevées, qui sont visibles mais efficacement interceptées par le système respiratoire (X. Zhang, Chen, et Zhang 2020).

Lorsqu'il est possible de suivre plus finement dans le temps à la fois le bien-être et la qualité de l'air, on constate un effet durable de la pollution demeure (Guo *et al.*, 2021 ; MacKerron et Mourato 2009). Ces travaux indiquent que les populations concernées ne s'habituent pas à pollution, au point qu'avoir subi dans le passé des épisodes importants de pollution laisse des traces visibles sur le bien-être actuel (Menz 2011 ; Menz et Welsch 2012). La théorie économique voudrait que cet effet négatif ressenti de la pollution soit reflété dans les prix de l'immobilier, mais cela ne semble pas être le cas (Rehdanz et Maddison 2008).

Malgré l'abondance de publications, ce champ de recherche reste limité par la difficulté de distinguer l'effet propre de la pollution des autres raisons qui peuvent conduire les habitants à résider à des endroits exposés (Levinson 2020). On peut toutefois en tirer deux leçons. La première est que l'effet de la pollution de l'air sur le bien-être est manifestement ressenti par les personnes exposées, qui devraient donc soutenir des mesures de réduction de cette pollution. La deuxième, plus quantitative, est que la disposition à payer tirée de ces études varie de 4 \$ à 40 \$ par jour de pic de pollution évité (selon les niveaux de vie des pays concernés), ce qui est cohérent avec d'autres estimations du coût de la pollution, en particulier ses effets sur la santé. En d'autres termes, le ressenti vis-à-vis d'une exposition à la pollution est cohérent avec des estimations qui reposent sur des informations quant au risque sanitaire effectif qui sont en général peu ou mal connues du grand public.

Espaces verts, biodiversité et contact avec la nature

De très nombreuses études mettent en évidence le lien entre le fait d'habiter à proximité d'espaces verts et le bien-être, à commencer par la santé mentale. Ce champ de recherche se diffuse dans les revues économiques et médicales (Smyth, Mishra, et Qian 2008 ; MacKerron et Mourato 2009 ; Hazer *et al.*, 2018 ; Krefis *et al.*, 2018 ; Vanaken et Danckaerts 2018 ; McCormick 2017 ; Thompson Coon *et al.*, 2011 ; Alcock *et al.*, 2014 ; van den Berg *et al.*, 2010). Cependant, le lien dépend de la mesure de bien-être considérée et des personnes (Houlden *et al.*, 2018). C'est sans doute pourquoi les travaux conduisent à des résultats parfois contradictoires (Mueller, Flouri, et Kokosi 2019 ; Tillmann *et al.*, 2018 ; Reece *et al.*, 2021). La simple proximité, quotidienne (habiter près d'un parc) ou imposée (sorties scolaires en forêt), ne semble pas suffire à exercer systématiquement un impact sur le bien-être. Les études qualitatives dans le domaine soulignent qu'un facteur déterminant semble être le sentiment de connexion avec la nature, mais les contours de ce sentiment restent flous. Dans certains cas, on constate aussi la prégnance de facteurs très pratiques : en Nouvelle-Zélande, la présence d'espaces verts accessibles ne bénéficie qu'aux personnes qui se sentent suffisamment en sécurité dans leur quartier pour s'y déplacer seules à pied (Fleming, Manning, et Ambrey 2016). Ce dernier exemple illustre un aspect fondamental. Si l'accès physique à un espace vert est nécessaire, il n'est pas suffisant pour générer des bénéfices. Il faut également que l'espace naturel en question soit connu et perçu comme accessible et accueillant (Ruckelshauß 2020).

La biodiversité constitue un sujet particulier, dans la mesure où on s'attend à ce que son lien avec le bien-être soit assez indirect. Il n'existe pas de mesure synthétique unique de la biodiversité, mais des études mettent en évidence une corrélation entre le bien-être et la diversité des populations d'oiseaux (Methorst *et al.*, 2021), voire l'écosystème dans son ensemble (Ambrey et Fleming 2014). Inversement, on peut démontrer l'effet négatif sur la satisfaction du fait de vivre dans un pays exposé à des espèces invasives détruisant des arbres (Jones 2020).

LES ÉMOTIONS FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Cette synthèse a jusqu'ici mis en avant les conséquences du changement climatique sur la dimension évaluative du bien-être subjectif, la satisfaction à l'égard de la vie qu'on mène actuellement. Le bien-être subjectif a naturellement un fort versant émotionnel, et le changement climatique suscite des réactions vives. En 2021, une large étude a ainsi montré que la moitié des jeunes dans dix pays différents déclaraient se sentir tristes, anxieux, en colère, impuissants ou coupables à cause du changement climatique (Marks *et al.*, 2021). Pour 43 % d'entre eux, ces émotions ont un impact négatif sur leur vie quotidienne. L'éventail d'émotions présentées pose la question des conséquences de ces émotions sur le comportement. Dans le contexte actuel, il s'agit de savoir si cette inquiétude est constructive ou délétère, si elle conduit à un engagement dans la lutte contre le réchauffement climatique, ou seulement à une détresse (Clayton 2020 ; Verplanken, Marks, et Dobromir 2020). Pour simplifier, s'agit-il d'une éco-anxiété paralysante, ou d'une éco-colère qui pousse à l'action (Stanley *et al.*, 2021) ?

L'éco-anxiété

L'*American Psychological Association* définit l'éco-anxiété comme un ensemble d'états anxieux relatif à l'anticipation d'une catastrophe environnementale ou écologique, ou une peur chronique d'un effondrement de l'écosystème. Si le terme est entré récemment dans le débat public, cela fait plus de dix ans que les psychologues observent un lien entre le changement climatique et la prévalence de stress, d'anxiété et d'épisodes dépressifs, en particulier chez les jeunes et les femmes (Searle et Gow 2010). Il a cependant fallu attendre une décennie pour disposer d'une mesure expérimentalement validée de l'éco-anxiété (Clayton et Karazsia 2020). Celle-ci met en évidence des niveaux d'anxiété particulièrement élevés chez les jeunes générations, mais aussi plus généralement un lien entre éco-anxiété et mal-être dans toutes les générations (McBride *et al.*, 2021). Conformément à la distinction que nous avons établie entre éco-anxiété et éco-colère, la première ne présente pas d'association avec des comportements pro-environnementaux : elle marque la détresse et le découragement face à un problème dont l'échelle nous dépasse. L'attention particulière portée aux jeunes découle naturellement du fait qu'ils seront les principales victimes des conséquences encore à venir, mais aussi, dès maintenant, d'une plus grande vulnérabilité aux effets délétères de l'éco-anxiété (Sanson, Van Hoorn, et Burke 2019). Celle-ci semble entraîner ou accélérer des problèmes de santé mentale plus larges (Sanson, Van Hoorn, et Burke 2019). Intervenant à des stades cruciaux du développement du cerveau et de la personnalité, ils augmentent la probabilité de développer des pathologies mentales à l'âge adulte (Wu, Snell, et Samji 2020).

Il ne faudrait pas penser que ce phénomène est circonscrit aux pays riches. Les pays émergents sont déjà les plus touchés par les conséquences du changement climatique, et l'éco-anxiété y est présente. On peut ainsi mesurer la présence d'éco-anxiété chez les jeunes aux Philippines (Reyes *et al.*, 2021) ou le lien entre les sentiments négatifs dus au changement climatique et l'insomnie et les problèmes de santé mentale dans un panel de 25 pays comprenant tant des pays de l'OCDE que des pays émergents (Ogunbode *et al.*, 2021).

L'éco-colère

Par opposition à une éco-anxiété qui conduit les personnes à se replier sur elles-mêmes et sur un sentiment d'impuissance face au changement, l'éco-colère constitue une passerelle vers l'action, permettant de dépasser la peur et les doutes quant à la possibilité de l'action collective. Dans

une large mesure, Greta Thunberg a incarné cette dynamique qui va d'un sentiment de révolte à l'appel à toutes les générations de prendre tout de suite leurs responsabilités face à la catastrophe annoncée (Pouchain et Petit 2022). Contrairement à l'éco-anxiété, l'éco-colère est associée à la fois à des niveaux plus élevés de bien-être subjectif et à un engagement plus fort dans des actions de lutte contre le changement climatique. Les personnes se déclarant en colère face au changement climatique ont ainsi un sentiment plus fort que leur vie à un sens, une confiance plus élevée dans la science et dans les associations de lutte pour l'environnement (Ojala 2005 ; Stanley *et al.*, 2021). Plusieurs études suggèrent de mobiliser consciemment cette colère pour faire passer les jeunes en souffrance (éco-anxieux) d'un état de peur paralysante à un état d'action positive. Il ne s'agit heureusement pas du seul levier qui peut être mobilisé. Un ensemble d'études dessine un chemin hors de l'éco-anxiété en deux étapes. Il s'agit d'abord de reconnaître le bien-fondé de ces sentiments, au travers d'activités et de discussions permettant leur expression sans jugement. Dans une deuxième étape, d'autres activités peuvent favoriser la prise de contrôle et l'engagement dans une action favorable à l'environnement (Pihkala 2020).

LUTTER ET S'ADAPTER AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le terme d'*écologie punitive* résume en France l'idée que de nombreux moyens de lutte contre le changement climatique se feraient au détriment du bien-être individuel. Pourtant, les pays en tête des classements internationaux en termes de bien-être sont aussi ceux qui affichent les meilleures performances en matière d'indicateurs de développement durable (Iriarte 2022). La trajectoire vers des modes de vie plus compatibles avec l'environnement est-elle nécessairement uniquement douloureuse ?

Limiter la consommation ?

Nous avons à plusieurs reprises souligné le rôle que le revenu et la consommation jouent dans la construction du bien-être, en France en particulier (Algan *et al.*, 2018). Dans cette perspective, les injonctions à plus de sobriété dans notre consommation semblent inéluctablement impliquer une baisse significative de notre bien-être. Le constat de la relation entre consommation et bien-être dépend cependant du fonctionnement actuel de la société. Or, l'une des découvertes importantes de l'économie du bien-être subjectif est qu'à partir d'un certain niveau de revenu, le supplément de satisfaction apporté par la consommation supplémentaire est faible (Germain 2020) et procède essentiellement d'un effet de comparaison par rapport aux autres (Senik 2014). Du côté du bien-être, les effets délétères de cette course à l'échalote (ou ce tapis roulant hédonique) sont bien documentés (Pickett et Wilkinson 2019), mais on peut aussi les voir du point de vue écologique comme une consommation évitable. C'est dans cette ordre d'idées que certains chercheurs proposent la mise en place de niveaux maximum (et minimum) de consommation compatibles avec la transition climatique (Lamb et Steinberger 2017) – une déclinaison de l'idée d'un budget carbone contraignant (Henriet et Schubert 2021).

Des impacts hétérogènes

Malgré le consensus sur son efficacité (Douenne et Fabre 2019 ; 2022 ; Guesnerie 2010 ; Schubert 2009), la taxe carbone est très mal acceptée par les populations et suscite des réactions violentes. Mais d'autres moyens de lutter contre le changement climatique sont associés à des gains de bien-être : recyclage, dépenses pour la protection de l'environnement et autres taxes « vertes » en sont des exemples analysés par le *Green New Deal* européen (Ortega-Gil, Cortés-Sierra, et

ElHichou-Ahmed 2021). On peut ajouter à cette liste les bâtiments conçus pour diminuer leur empreinte environnementale (D. Zhang et Tu 2021). Une analyse plus fine semble toutefois nécessaire. Dans le cas de la Chine, il est ainsi possible de montrer que les solutions fondées sur la contrainte, le marché ou la coopération informelle ont des effets différents sur le bien-être selon les régions où elles sont mises en place (Song, Guo, et Zhang 2019).

À des niveaux encore plus fins, on constate que certaines initiatives environnementales peuvent augmenter les inégalités de bien-être, voire pénaliser celui de certaines personnes, ce qui peut avoir des conséquences importantes sur l'acceptabilité générale des politiques environnementales. Par exemple, les politiques d'encouragement à la pratique du vélo et des trottinettes électriques et de découragement de l'usage de l'automobile augmentent vraisemblablement les inégalités de bien-être car elles bénéficient plutôt à des personnes dont le profil initial est associé à une satisfaction de vie plus élevée : des ménages urbains habitant relativement près de leur lieu de travail (Krekel et Prati 2022). Une politique de transition dans les transports doit par conséquent prêter une attention particulière à ses effets distributifs – en région parisienne, cela concerne très vraisemblablement les usagers des transports en commun.

L'un des défauts d'une vision centrée sur le changement climatique a peut-être été de considérer que dès lors qu'un investissement était bénéfique pour le climat, sa vertu devait suffire à emporter l'adhésion. Généralement, nous sommes pourtant attentifs aux conséquences négatives des activités économiques. On ne manque pas d'études montrant les conséquences négatives sur le bien-être d'habiter, par exemple, à proximité de forages pétroliers ou de mines de charbon. Et que penser du fait qu'en Allemagne, l'implantation d'éoliennes a un effet négatif sur les personnes habitant à proximité (Krekel 2020) ?

Plus verts et plus heureux

La question de l'éco-colère et de l'éco-anxiété constitue la partie la plus visible à ce jour des relations entre bien-être subjectif et action pro-environnementale. Plus généralement, un grand nombre d'études mettent en évidence un lien positif entre une vaste gamme d'indicateurs de bien-être subjectif et le fait d'avoir des comportements plus respectueux de l'environnement, tels que trier ses déchets, limiter l'empreinte carbone de ses déplacements, prêter attention au bilan écologique de son alimentation, etc. (Welsch 2020 ; Kaida et Kaida 2016 ; Schmitt *et al.*, 2018 ; Zawadzki, Steg, et Bouman 2020 ; Netuveli et Watts 2020 ; Minton *et al.*, 2018 ; Zannakis, Molander, et Johansson 2019). La principale difficulté est qu'il s'agit dans la plupart du temps de corrélations : les gens les plus heureux ou satisfaits de leur vie ont-ils des comportements plus responsables, ou bien sont-ce ces comportements qui contribuent à les rendre plus heureux ? En tout état de cause, ce constat doit conduire à nuancer la manière de présenter la transition écologique. Au rebours de l'image d'une écologie punitive, ces études suggèrent qu'on peut être à la fois plus heureux et plus respectueux de l'environnement. Il semble donc utile de revoir la manière de présenter ces comportements, non plus comme un sacrifice de son bien-être individuel au nom du bien commun, mais comme l'adoption de nouvelles manières de consommer ou de se déplacer qui vont *in fine* de pair avec un niveau plus élevé de bien-être (Prinzing 2020).

Une variété d'effets

Au-delà de ce constat d'ensemble, il faut toutefois considérer à un niveau plus fin les relations entre les types de comportements et les dimensions du bien-être subjectif. Par exemple, les

comportements correspondant à une sobriété choisie dans sa consommation auraient un effet positif sur le sentiment d'être heureux, tandis que l'activisme a un coût en termes de bien-être (Carrero, Valor, et Redondo 2020). L'option de la sobriété choisie recouvre d'ailleurs des dynamiques contradictoires. Une étude conduite en Thaïlande montre que le fait de réparer des objets ou d'acheter des objets plus durables, même s'ils sont plus chers, est associée à une satisfaction dans la vie plus élevée, mais que restreindre les achats d'objets identifiés comme non nécessaires réduit cette même satisfaction (Leelakulthanit 2019). Contrairement à une idée pourtant intuitive, le recours régulier aux achats en ligne peut constituer une aide dans une démarche de sobriété, en donnant plus facilement accès à des biens et services plus respectueux de l'environnement (Guillen-Royo 2019). Une étude espagnole montre que les comportements écologiques exercent tantôt un effet positif sur les émotions, tantôt un effet sur le sentiment que la vie a du sens (Ibáñez-Rueda et Wanden-Berghe 2022).

Dans le cas français, une étude qui mobilise notre plate-forme trimestrielle consacrée au bien-être observe qu'une satisfaction de vie élevée est associée à une plus forte tendance à acheter des produits bio, locaux, et à éviter l'excès d'emballages. En revanche, les comportements plus difficiles à modifier à court terme, comme le mode de transport ou la consommation d'énergie, n'ont pas, dans cette étude, de lien fort avec le bien-être subjectif. Ce sont plutôt les personnes qui ont un fort sentiment que leur vie a du sens qui s'engagent non seulement dans les achats responsables mais aussi dans les économies d'énergie (Krekel et Prati 2022).

Pourquoi agir ?

La plupart des comportements éco-responsables s'inscrivent peu ou prou dans le problème de l'action collective : pourquoi fournir un effort si les autres ne le font pas ? L'image de soi auprès des autres peut constituer une motivation. Le lien entre action et bien-être est d'ailleurs souvent plus fort pour les actions difficiles, plus spectaculaires (Del Saz Salazar et Pérez Y Pérez 2021). Un second canal, qui n'exclut pas le premier, serait le sentiment de chaleur (*warm glow*) que l'on ressent à avoir accompli un acte utile ou bénéfique aux autres (Haverkamp, Welsch, et Ziegler 2022 ; Jia et van der Linden 2020). Cette sensation est associée au renforcement d'une image positive de soi, du sentiment d'agir en cohérence avec ses valeurs. Plus généralement, il est possible d'identifier un ensemble de valeurs et de traits de personnalités qui rendent les personnes à la fois plus heureuses et plus susceptibles de s'engager dans des comportements éco-responsables (Kasser 2017). Ceci pourrait expliquer la relation constatée entre le fait de se considérer comme écologiquement responsable (*green self-image*) et la satisfaction dans la vie (Welsch, Binder, et Blankenberg 2021).

Ces motivations ne sont évidemment pas exclusives les unes des autres. Elles ont pour conséquence commune de souligner un mécanisme de renforcement, dont on observe empiriquement les manifestations : l'engagement dans des actions de défense de l'environnement n'est associé au bien-être que chez les personnes qui ont initialement une forte préoccupation pour l'environnement et est renforcé lorsque ces actions sont socialement valorisées (Binder et Blankenberg 2017).

Fin du monde et fin du mois

Les réactions face au changement climatique dépendent également de la priorité attribuée à ce sujet. Dans ce domaine, les fractures sociales prennent le pas sur les divergences entre générations – encore faut-il bien préciser de quoi l'on parle. Il existe en effet en Europe un large consensus sur

le fait que le changement climatique constitue un problème majeur et urgent (Lauwerier et Verdier 2022). Cette proportion varie en fonction des pays, du niveau de diplôme et de revenu, mais les écarts restent réduits par rapport à d'autres pays, comme les États-Unis, où le sujet recoupe un clivage politique fort. En revanche, lorsqu'il s'agit de savoir si le réchauffement climatique est le problème le plus pressant, on constate des contrastes beaucoup plus marqués. En moyenne, les pays aux situations économiques plus fragiles, et à l'intérieur de chaque pays les personnes les moins diplômées et disposant des revenus les plus faibles, accordent plus souvent la priorité à d'autres sujets, tels que la pauvreté ou la situation économique. Des études nationales confirment que ce sont les personnes qui déclarent le niveau de bien-être le plus élevé qui donnent la priorité aux enjeux écologiques (Čábelková, Smutka, et Strielkowski 2022). En Europe, ce sont ainsi les pays ayant le plus fort niveau de satisfaction dans la vie qui affichent les niveaux les plus élevés de soutien à un mix énergétique favorisant les énergies renouvelables (Welsch et Ferreira 2014).

Pour reprendre une expression à succès, on observe bien un contraste entre les personnes plus préoccupées par la fin du monde et celles d'abord inquiètes de la fin du mois.

Le dilemme du développement économique

Pour finir, on ne peut passer sous silence la question de l'amélioration du niveau de vie et dans les pays en développement qui implique une augmentation de l'énergie utilisée et des émissions de gaz à effets de serre (Oswald, Owen, et Steinberger 2020). Deux mesures sont principalement citées pour faire face à ce dilemme. La première, déjà évoquée dans le Rapport Stern (Stern 2007), réside dans l'amélioration de l'efficacité énergétique qui permettrait de rendre compatible croissance économique et stabilisation du climat. Mais comment financer les investissements nécessaires ? La réponse semble avoir été donnée par les Accords de Paris en 2015 : les transferts internationaux. Les pays développés se sont engagés à mobiliser 100 milliards de dollars chaque année afin d'aider les pays en développement dans leurs projets d'adaptation. Néanmoins, les limites de cette disposition sont déjà observées puisque seuls 86 milliards avaient été versés en 2020 et que les objectifs d'adaptation ne sont parfois pas assez ambitieux (Cissé, *et al.*, 2022). Malgré ces limites, la recherche économique actuelle semble optimiste sur la compatibilité entre développement et limitation du réchauffement climatique, sous condition d'une mise en place de politiques publiques entraînant la diminution des émissions (Kikstra *et al.*, 2021 ; Hubacek *et al.*, 2017 ; Soergel *et al.*, 2021).

BIBLIOGRAPHIE

Cette bibliographie est [accessible en ligne](#) sur la plate-forme Zotero.

- Welsch, Heinz. 2006. « [Environment and Happiness : Valuation of Air Pollution Using Life Satisfaction Data](#) ». *Ecological Economics* 58 (4) : 801-13.
- Welsch, Heinz. 2007. « [Environmental Welfare Analysis : A Life Satisfaction Approach](#) ». *Ecological Economics* 62 (3) : 544-51.
- Luechinger S. 2010. « [Life Satisfaction and Transboundary Air Pollution](#) ». *Economics Letters* 107 (1) : 4-6.
- Maddison D. 2020. « [Cross-Country Variations in Subjective Wellbeing Explained by the Climate](#) ». In *Handbook on Wellbeing, Happiness and the Environment*, édité par David Maddison, Katrin Rehdanz, et Heinz Welsch, 105-126. Edward Elgar Publishing.

- Welsch, Heinz. 2020. « [Happiness and Air Pollution](#) In *Handbook on Wellbeing, Happiness and the Environment*, édité par David Maddison, Katrin Rehdanz, et Heinz Welsch, 164-82. Edward Elgar Publishing.
- Welsch, Heinz. 2020. « [Happiness and Green Lifestyle](#) ». In *Handbook on Wellbeing, Happiness and the Environment*, édité par David Maddison, Katrin Rehdanz, et Heinz Welsch, 349-66. Edward Elgar Publishing.
- MacKerron George. 2020. « [Mappiness : Natural Environments and in-the-Moment Happiness](#) ». In *Handbook on Wellbeing, Happiness and the Environment*, édité par David Maddison, Katrin Rehdanz, et Heinz Welsch, 266-82. Edward Elgar Publishing.
- Douenne Thomas et Adrien Fabre. 2022. « [Yellow Vests, Pessimistic Beliefs, and Carbon Tax Aversion](#) ». *American Economic Journal : Economic Policy* 14 (1) : 81-110.
- Acierno, Ron, Kenneth J. Ruggiero, Sandro Galea, Heidi S. Resnick, Karestan Koenen, John Roitzsch, Michael de Arellano, John Boyle, et Dean G. Kilpatrick. 2007. « [Psychological Sequelae Resulting From the 2004 Florida Hurricanes : Implications for Postdisaster Intervention](#) ». *American Journal of Public Health* 97 (Suppl 1) : S103-8.
- Ahmadiani, Mona, Finbarr Brereton, Susana Ferreira, et Mirko Moro. 2020. « [Spatial Variation in Life Satisfaction : A Happiness Puzzle](#) ». In *Handbook on Wellbeing, Happiness and the Environment*, édité par David Maddison, Katrin Rehdanz, et Heinz Welsch, 46-70. Edward Elgar Publishing.
- Ahumada, Gustavo, et Victor Iturra. 2021. « [If the Air Was Cleaner, Would We Be Happier ? An Economic Assessment of the Effects of Air Pollution on Individual Subjective Well-Being in Chile](#) ». *Journal of Cleaner Production* 289 (mars) : 125152.
- Alcock, Ian, Mathew P. White, Benedict W. Wheeler, Lora E. Fleming, et Michael H. Depledge. 2014. « [Longitudinal Effects on Mental Health of Moving to Greener and Less Green Urban Areas](#) ». *Environmental Science & Technology* 48 (2) : 1247-55.
- Alem, Yonas, et Jonathan Colmer. 2014. « [Optimal Expectations and the Welfare Cost of Climate Variability](#) ». Environment for Development Initiative.
- Algan, Yann, Elizabeth Beasley, Claudia Senik, Amory Gethin, Thanasak Jenmana, et Mathieu Perona. 2018. *Les Français, le bonheur et l'argent*. Opuscules du Cepremap 46. Paris : Rue d'Ulm / Cepremap.
- Ambrey, Christopher L., Christopher M. Fleming, et Andrew Yiu-Chung Chan. 2014. « [Estimating the Cost of Air Pollution in South East Queensland : An Application of the Life Satisfaction Non-Market Valuation Approach](#) ». *Ecological Economics* 97 (janvier) : 172-81.
- Ambrey, Christopher L., et Christopher M. Fleming. 2014. « [Valuing Ecosystem Diversity in South East Queensland : A Life Satisfaction Approach](#) ». *Social Indicators Research* 115 (1) : 45-65.
- Andersson, David, Jonas Nässén, Jörgen Larsson, et John Holmberg. 2014. « [Greenhouse Gas Emissions and Subjective Well-Being : An Analysis of Swedish Households](#) ». *Ecological Economics* 102 (juin) : 75-82.
- Banerjee, Abhijit Vinayak, Esther Duflo, et Christophe Jaquet. 2020. *Économie utile pour des temps difficiles*. Paris : Éditions du Seuil.
- Bayer, Patrick, Nathaniel Keohane, et Christopher Timmins. 2009. « [Migration and Hedonic Valuation : The Case of Air Quality](#) ». *Journal of Environmental Economics and Management* 58 (1) : 1-14.
- Bedran-Martins, Ana Maria, Maria Carmen Lemos, et Arlindo Philippi. 2018. « [Relationship between subjective well-being and material quality of life in face of climate vulnerability in NE Brazil](#) ». *Climatic Change* 147 (1) : 283-97.
- Beja, Edsel L. 2012. « [Subjective Well-Being Approach to Environmental Valuation : Evidence for Greenhouse Gas Emissions](#) ». *Social Indicators Research* 109 (2) : 243-66.

- Berg, Agnes E. van den, Jolanda Maas, Robert A. Verheij, et Peter P. Groenewegen. 2010. « [Green Space as a Buffer between Stressful Life Events and Health](#) ». *Social Science & Medicine* (1982) 70 (8) : 1203-10.
- Berleemann, Michael, et Marina Eurich. 2021. « [Natural Hazard Risk and Life Satisfaction – Empirical Evidence for Hurricanes](#) ». *Ecological Economics* 190 (décembre) : 107194.
- Berleemann, Michael, Judith Regner, et Jascha Tutt. 2020. « [Natural Disasters and Self-Reported Wellbeing : Empirical Evidence for Rainfall Extremes in the United Kingdom](#) ». In *Handbook on Wellbeing, Happiness and the Environment*, édité par David Maddison, Katrin Rehdanz, et Heinz Welsch, 127-43.
- Binder, Martin, et Ann-Kathrin Blankenberg. 2017. « [Green Lifestyles and Subjective Well-Being : More about Self-Image than Actual Behavior ?](#) » *Journal of Economic Behavior & Organization* 137 (mai) : 304-23.
- Brereton, Finbarr, J. Peter Clinch, et Susana Ferreira. 2008. « [Happiness, Geography and the Environment](#) ». *Ecological Economics* 65 (2) : 386-96.
- Čábelková, Inna, Luboš Smutka, et Wadim Strielkowski. 2022. « [Public Support for Sustainable Development and Environmental Policy : A Case of the Czech Republic](#) ». *Sustainable Development* 30 (1) : 110-26.
- Callaghan, A., G. McCombe, A. Harrold, C. McMeel, G. Mills, N. Moore-Cherry, et W. Cullen. 2021. « [The Impact of Green Spaces on Mental Health in Urban Settings : A Scoping Review](#) ». *Journal of Mental Health (Abingdon, England)* 30 (2) : 179-93.
- Carrero, Isabel, Carmen Valor, et Raquel Redondo. 2020. « [Do All Dimensions of Sustainable Consumption Lead to Psychological Well-Being ? Empirical Evidence from Young Consumers](#) ». *Journal of Agricultural and Environmental Ethics* 33 (1) : 145-70.
- Carroll, Nick, Paul Frijters, et Michael A. Shields. 2009. « [Quantifying the Costs of Drought : New Evidence from Life Satisfaction Data](#) ». *Journal of Population Economics* 22 (2) : 445-61.
- Cêtre, Sophie, Ludivine Gilli, Guillaume Gueguen, et Claudia Senik. 2022. « [Les Français face aux grands risques](#) ». 2022-06. Notes de l'Observatoire du bien-être. Cepremap.
- Charlson, Fiona, Suhailah Ali, Tarik Benmarhnia, Madeleine Pearl, Alessandro Massazza, Jura Augustinavicius, et James G. Scott. 2021. « [Climate Change and Mental Health : A Scoping Review](#) ». *International Journal of Environmental Research and Public Health* 18 (9) : 4486.
- Cissé, G., R. McLeman, H. Adams, P. Aldunce, K. Bowen, D. Campbell-Lendrum, S. Clayton, et al., 2022. « [Health, Wellbeing, and the Changing Structure of Communities](#) ». In *Climate Change 2022 : Impacts, Adaptation, and Vulnerability*. Contribution of Working Group II to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change. Cambridge University Press.
- Clayton, Susan, et Bryan T. Karazsia. 2020. « [Development and Validation of a Measure of Climate Change Anxiety](#) ». *Journal of Environmental Psychology* 69 (juin) : 101434.
- Clayton, Susan. 2020. « [Climate Anxiety : Psychological Responses to Climate Change](#) ». *Journal of Anxiety Disorders* 74 (août) : 102263.
- Cuñado, Juncal, et Fernando Pérez de Gracia. 2013. « [Environment and Happiness : New Evidence for Spain](#) ». *Social Indicators Research* 112 (3) : 549-67.
- Del Saz Salazar, Salvador, et Luis Pérez Y Pérez. 2021. « [Exploring the Differential Effect of Life Satisfaction on Low and High-Cost Pro-Environmental Behaviors](#) ». *International Journal of Environmental Research and Public Health* 19 (1) : 277.
- Douenne, Thomas, et Adrien Fabre. 2019. « [Opinions des Français sur les politiques climatiques](#) ». 1906. Documents de travail. Paris : Cepremap.

- Feddersen, John, Robert Metcalfe, et Mark Wooden. 2012. « [Subjective Well-Being: Weather Matters; Climate Doesn't](#) ». SSRN Scholarly Paper 2182862. Rochester, NY : Social Science Research Network.
- Ferreira, Susana, Alpaslan Akay, Finbarr Brereton, Juncal Cuñado, Peter Martinsson, Mirko Moro, et Tine F. Ningal. 2013. « [Life Satisfaction and Air Quality in Europe](#) ». *Ecological Economics*, Transaction Costs and Environmental Policy, 88 (avril) : 1-10.
- Ferreira, Susana, et Mirko Moro. 2013. « [Income and Preferences for the Environment: Evidence from Subjective Well-Being Data](#) ». *Environment and Planning A: Economy and Space* 45 (3) : 650-67.
- Fischer, Ronald, et Evert Van de Vliert. 2011. « [Does Climate Undermine Subjective Well-Being? A 58-Nation Study](#) ». *Personality & Social Psychology Bulletin* 37 (8) : 1031-41.
- Fitzroy, Felix, Jennifer Franz-Vasdeki, et Elissaios Papyrakis. 2012. « [Climate Change Policy and Subjective Well-Being](#) ». *Environmental Policy and Governance* 22 (3) : 205-16.
- Fleming, Christopher M., Matthew Manning, et Christopher L. Ambrey. 2016. « [Crime, Greenspace and Life Satisfaction: An Evaluation of the New Zealand Experience](#) ». *Landscape and Urban Planning* 149 (mai) : 1-10.
- Fleming, Christopher, et Christopher Ambrey. 2017. « [The life satisfaction approach to environmental valuation](#) ». Oxford University Press.
- Frey, Bruno S., Simon Luechinger, et Alois Stutzer. 2010. « [The Life Satisfaction Approach to Environmental Valuation](#) ». *Annual Review of Resource Economics* 2 (1) : 139-60.
- Frijters, P., et B. M. S. Van Praag. 1998. « [The Effects of Climate on Welfare and Well-Being in Russia](#) ». *Climatic Change* 39 (1) : 61-81.
- Frijters, Paul, Chitwan Lalji, et Debayan Pakrashi. 2020. « [Daily Weather Only Has Small Effects on Wellbeing in the US](#) ». *Journal of Economic Behavior & Organization* 176 (août) : 747-62.
- Frumkin, Howard, Jeremy Hess, George Luber, Josephine Malilay, et Michael McGeehin. 2008. « [Climate Change: The Public Health Response](#) ». *American Journal of Public Health* 98 (3) : 435-45.
- Gandelman, Néstor, Giorgina Piani, et Zuleika Ferre. 2012. « [Neighborhood Determinants of Quality of Life](#) ». *Journal of Happiness Studies* 13 (3) : 547-63.
- Germain, Jean-Marc. 2020. « [Du PIB au PIB ressenti : en retrait sur le PIB, l'Europe dépasse désormais les États-Unis en bien-être monétaire](#) ». 57. Insee Analyses. Paris : Insee.
- Ginkel, Samuel Elliott van. 2020. « [Happy Planet, Happy People? The Impact of pro-Environmental Behaviour on Psychological Well-Being](#) ». Ottawa : Thesis M.A. - Carleton University.
- Guesnerie, Roger. 2010. *Pour une politique climatique globale – Blocage et ouvertures*. Opuscules du Cepremap 20. Paris : Rue d'Ulm / Cepremap.
- Guillen-Royo, Mònica. 2019. « [Sustainable Consumption and Wellbeing: Does On-Line Shopping Matter?](#) » *Journal of Cleaner Production* 229 (août) : 1112-24.
- Guo, Wei, Lijuan Chen, Youqing Fan, Miaomiao Liu, et Fei Jiang. 2021. « [Effect of Ambient Air Quality on Subjective Well-Being among Chinese Working Adults](#) ». *Journal of Cleaner Production* 296 (mai) : 126509.
- Haverkamp, Thilo K. G., Heinz Welsch, et Andreas Ziegler. 2022. « [The Relationship between Pro-environmental Behavior, Economic Preferences, and Life Satisfaction: Empirical Evidence from Germany](#) ». MAGKS Papers on Economics. Philipps-Universität Marburg, Faculty of Business Administration and Economics, Department of Economics (Volkswirtschaftliche Abteilung).

- Hazer, Meghan, Margaret K. Formica, Susan Dieterlen, et Christopher P. Morley. 2018. « [The Relationship between Self-Reported Exposure to Greenspace and Human Stress in Baltimore, MD](#) ». *Landscape and Urban Planning* 169 (janvier) : 47-56.
- Schubert, Katheline, et Fanny Henriët. 2021. *La transition énergétique : objectif zen*. Collection Opuscules du Cepremap. Rue d'Ulm, Presses de l'École normale supérieure.
- Houlden, Victoria, Scott Weich, João Porto de Albuquerque, Stephen Jarvis, et Karen Rees. 2018. « [The Relationship between Greenspace and the Mental Wellbeing of Adults : A Systematic Review](#) ». *PLoS One* 13 (9) : e0203000.
- Hrabok, Marianne, Aaron Delorme, et Vincent I. O. Agyapong. 2020. « [Threats to Mental Health and Well-Being Associated with Climate Change](#) ». *Journal of Anxiety Disorders* 76 (décembre) : 102295.
- Hubacek, Klaus, Giovanni Baiocchi, Kuishuang Feng, et Anand Patwardhan. 2017. « [Poverty Eradication in a Carbon Constrained World](#) ». *Nature Communications* 8 (1) : 912.
- Hudson, Paul, My Pham, et Philip Bubeck. 2019. « [An evaluation and monetary assessment of the impact of flooding on subjective well-being across genders in Vietnam](#) ». *Climate and Development* 11 (7) : 623-37.
- Ibáñez-Rueda, Nazaret, et Jorge Guardiola Wanden-Berghe. 2022. « [Where Is the Double Dividend ? The Relationship Between Different Types of Pro-Environmental Behavior and Different Conceptions of Subjective Well-Being](#) ». In *Linking Sustainability and Happiness : Theoretical and Applied Perspectives*, édité par Scott Cloutier, Sara El-Sayed, Allison Ross, et Melanie Weaver, 83-101. Community Quality-of-Life and Well-Being. Cham : Springer International Publishing.
- Iriarte, Leire. 2022. « [Are the Sustainable Development Goals the Compass for a Happier Society ?](#) » In *Linking Sustainability and Happiness : Theoretical and Applied Perspectives*, édité par Scott Cloutier, Sara El-Sayed, Allison Ross, et Melanie Weaver, 103-11. Community Quality-of-Life and Well-Being. Cham : Springer International Publishing.
- Jia, Lili, et Sander van der Linden. 2020. « [Green but Not Altruistic Warm-Glow Predicts Conservation Behavior](#) ». *Conservation Science and Practice* 2 (7) : e211.
- Jones, Benjamin A. 2020. « [Happiness and Forest-Attacking Invasive Alien Species](#) ». In *Handbook on Wellbeing, Happiness and the Environment*, édité par David Maddison, Katrin Rehdanz, et Heinz Welsch, 144-63. Edward Elgar Publishing.
- Kaida, Naoko, et Kosuke Kaida. 2016. « [Pro-Environmental Behavior Correlates with Present and Future Subjective Well-Being](#) ». *Environment, Development and Sustainability* 18 (1) : 111-27.
- Kasser, Tim. 2017. « [Living Both Well and Sustainably : A Review of the Literature, with Some Reflections on Future Research, Interventions and Policy](#) ». *Philosophical Transactions. Series A, Mathematical, Physical, and Engineering Sciences* 375 (2095) : 20160369.
- Keenan, Heather T., Stephen W. Marshall, Mary Alice Nocera, et Desmond K. Runyan. 2004. « [Increased Incidence of Inflicted Traumatic Brain Injury in Children after a Natural Disaster](#) ». *American Journal of Preventive Medicine* 26 (3) : 189-93.
- Kikstra, Jarmo S., Alessio Mastrucci, Jihoon Min, Keywan Riahi, et Narasimha D. Rao. 2021. « [Decent Living Gaps and Energy Needs around the World](#) ». *Environmental Research Letters* 16 (9) : 095006.
- Kimball, Miles, Helen Levy, Fumio Ohtake, et Yoshiro Tsutsui. 2006. « [Unhappiness after Hurricane Katrina](#) ». Working Paper. Working Paper Series. National Bureau of Economic Research.
- Kopmann, Angela, et Katrin Rehdanz. 2013. « [A Human Well-Being Approach for Assessing the Value of Natural Land Areas](#) ». *Ecological Economics* 93 (septembre) : 20-33.

- Kountouris, Yiannis, et Kyriaki Remoundou. 2011. « [Valuing the Welfare Cost of Forest Fires : A Life Satisfaction Approach](#) ». *Kyklos* 64 (4) : 556-78.
- Krefis, Anne Caroline, Matthias Augustin, Katharina Heinke Schlünzen, Jürgen Oßenbrügge, et Jobst Augustin. 2018. « [How Does the Urban Environment Affect Health and Well-Being ? A Systematic Review](#) ». *Urban Science* 2 (1) : 21.
- Krekel, Christian, et Alberto Prati. 2022. « [Linking Subjective Wellbeing and Pro-Environmental Behaviour : A Multidimensional Approach](#) ». In *Linking Sustainability and Happiness : Theoretical and Applied Perspectives*, édité par Scott Cloutier, Sara El-Sayed, Allison Ross, et Melanie Weaver, 175-201. Community Quality-of-Life and Well-Being. Cham : Springer International Publishing.
- Krekel, Christian. 2020. « [Valuing Energy Infrastructure Externalities Using Wellbeing and Hedonic Price Data : The Case of Wind Turbines](#) ». In *Handbook on Wellbeing, Happiness and the Environment*, édité par David Maddison, Katrin Rehdanz, et Heinz Welsch, 297-317. Edward Elgar Publishing.
- Lamb, William F., et Julia K. Steinberger. 2017. « [Human Well-Being and Climate Change Mitigation](#) ». *WIREs Climate Change* 8 (6) : e485.
- Lauwerier, Rémi, et Théo Verdier. 2022. *Des Européens éco-anxieux ?* Monde en cours – La petite boîte à outils. Paris : l'aube et Fondation Jean Jaurès.
- Leelakulthanit, Orose. 2019. « [The Impact of Eco-Friendly Behaviors on Life Satisfaction](#) ». *Journal of Environmental Management and Tourism* 10 (1) : 220-30.
- Levinson, Arik. 2012. « [Valuing Public Goods Using Happiness Data : The Case of Air Quality](#) ». *Journal of Public Economics* 96 (9) : 869-80.
- Li, Zhengtao, Henk Folmer, et Jianhong Xue. 2014. « [To What Extent Does Air Pollution Affect Happiness ? The Case of the Jinchuan Mining Area, China](#) ». *Ecological Economics* 99 (mars) : 88-99.
- Luechinger, Simon. 2009. « [Valuing Air Quality Using the Life Satisfaction Approach](#) ». *The Economic Journal* 119 (536) : 482-515.
- MacKerron, George, et Susana Mourato. 2009. « [Life Satisfaction and Air Quality in London](#) ». *Ecological Economics* 68 (5) : 1441-53.
- Maddison, David, et Katrin Rehdanz. 2011. « [The Impact of Climate on Life Satisfaction](#) ». *Ecological Economics* 70 (12) : 2437-45.
- Marks, Elizabeth, Caroline Hickman, Panu Pihkala, Susan Clayton, Eric R. Lewandowski, Elouise E. Mayall, Britt Wray, Catriona Mellor, et Lise van Susteren. 2021. « [Young People's Voices on Climate Anxiety, Government Betrayal and Moral Injury : A Global Phenomenon](#) ». SSRN Scholarly Paper. Rochester, NY.
- McBride, Sarah E., Matthew D. Hammond, Chris G. Sibley, et Taciano L. Milfont. 2021. « [Longitudinal Relations between Climate Change Concern and Psychological Wellbeing](#) ». *Journal of Environmental Psychology* 78 (décembre) : 101713.
- McCormick, Rachel. 2017. « [Does Access to Green Space Impact the Mental Well-Being of Children : A Systematic Review](#) ». *Journal of Pediatric Nursing* 37 (décembre) : 3-7.
- Menz, Tobias, et Heinz Welsch. 2012. « [Life-Cycle and Cohort Effects in the Valuation of Air Quality : Evidence from Subjective Well-being Data](#) ». *Land Economics* 88 (2) : 300-325.
- Menz, Tobias. 2011. « [Do People Habituate to Air Pollution ? Evidence from International Life Satisfaction Data](#) ». *Ecological Economics* 71 (novembre) : 211-19.
- Methorst, Joel, Katrin Rehdanz, Thomas Mueller, Bernd Hansjürgens, Aletta Bonn, et Katrin Böhning-Gaese. 2021. « [The Importance of Species Diversity for Human Well-Being in Europe](#) ». *Ecological Economics* 181 (mars) : 106917.

- Minton, Elizabeth A., Hu Jeffrey Xie, Eda Gurel-Atay, et Lynn R. Kahle. 2018. « [Greening up Because of God : The Relations among Religion, Sustainable Consumption and Subjective Well-Being](#) ». *International Journal of Consumer Studies* 42 (6) : 655-63.
- Mkrtchyan, G. M., I. Yu. Blam, S. Yu. Kovalev, et Yu. O. Tsvlodub. 2018. « [Impact of Climate Change on the Subjective Well-Being of Households in Russia](#) ». *Regional Research of Russia* 8 (3) : 281-88.
- Möllendorff, Charlotte von, et Jesko Hirschfeld. 2016. « [Measuring Impacts of Extreme Weather Events Using the Life Satisfaction Approach](#) ». *Ecological Economics* 121 (janvier) : 108-16.
- Mueller, Marie A. E., Eirini Flouri, et Theodora Kokosi. 2019. « [The Role of the Physical Environment in Adolescent Mental Health](#) ». *Health & Place* 58 (juillet) : 102153.
- Murray, Thomas, David Maddison, et Katrin Rehdanz. 2013. « [Do Geographical Variations in Climate Influence Life Satisfaction ?](#) » *Climate Change Economics* 4 (1) : 1-21.
- Netuveli, Gopalakrishnan, et Paul Watts. 2020. « [Pro-Environmental Behaviours and Attitudes Are Associated with Health, Wellbeing and Life Satisfaction in Multiple Occupancy Households in the UK Household Longitudinal Study](#) ». *Population and Environment* 41 (3) : 347-71.
- Ogunbode, Charles Adedayo, Ståle Pallesen, Gisela Böhm, Rouven Doran, Navjot Bhullar, Sibebe Aquino, Tiago Marot, *et al.*, 2021. « [Negative Emotions about Climate Change Are Related to Insomnia Symptoms and Mental Health : Cross-Sectional Evidence from 25 Countries](#) ». *Current Psychology*, février.
- Ojala, Maria. 2005. « [Adolescents' Worries about Environmental Risks : Subjective Well-being, Values, and Existential Dimensions](#) ». *Journal of Youth Studies* 8 (3) : 331-47.
- Ortega-Gil, Manuela, Georgina Cortés-Sierra, et Chaima El Hichou-Ahmed. 2021. « [The Effect of Environmental Degradation, Climate Change, and the European Green Deal Tools on Life Satisfaction](#) ». *Energies* 14 (18) : 5839.
- Oswald, Yannick, Anne Owen, et Julia K. Steinberger. 2020. « [Large Inequality in International and Intranational Energy Footprints between Income Groups and across Consumption Categories](#) ». *Nature Energy* 5 (3) : 231-39.
- Pailler, Sharon, et Magda Tsaneva. 2018. « [The Effects of Climate Variability on Psychological Well-Being in India](#) ». *World Development* 106 (juin) : 15-26.
- Pecl, Gretta T., Miguel B. Araújo, Johann D. Bell, Julia Blanchard, Timothy C. Bonebrake, I-Ching Chen, Timothy D. Clark, *et al.*, 2017. « [Biodiversity redistribution under climate change : Impacts on ecosystems and human well-being](#) ». *Science (New York, N.Y.)* 355 (6332) : eaai9214.
- Pickett, Kate, et Richard Gerald Wilkinson. 2019. *The inner level : how more equal societies reduce stress, restore sanity and improve everyone's well-being*. Londres : Penguin Books.
- Pihkala, Panu. 2020. « [Eco-Anxiety and Environmental Education](#) ». *Sustainability* 12 (23) : 10149.
- Pouchain, Delphine, et Emmanuel Petit. 2022. « [Face Au Réchauffement Climatique, Passer de l'éco-Anxiété à l'éco-Colère](#) ». *The Conversation*. 15 juin 2022.
- Prinzing, Michael. 2020. « [Going Green Is Good for You : Why We Need to Change the Way We Think about Pro-environmental Behavior](#) ». *Ethics, Policy & Environment* 0 (0) : 1-18.
- Reece, Rebecca, Isabelle Bray, Danielle Sennett, Robert Hayward, et Faith Martin. 2021. « [Exposure to green space and prevention of anxiety and depression among young people in urban settings : a global scoping review](#) ». *Journal of Public Mental Health* 20 (2) : 94-104.
- Rehdanz, Katrin, et David Maddison. 2008. « [Local Environmental Quality and Life-Satisfaction in Germany](#) ». *Ecological Economics* 64 (4) : 787-97.

- Reyes, Marc Eric S., Bianca Patricia B. Carmen, Moses Emmanuel P. Luminarias, Soleil Anne Nichole B. Mangulabnan, et Charles A. Ogunbode. 2021. « [An investigation into the relationship between climate change anxiety and mental health among Gen Z Filipinos](#) ». *Current Psychology (New Brunswick, N.j.)*, juillet, 1-9.
- Ruckelshauß, Teresa. 2020. « [The Effect of Green Areas on Life Satisfaction : A Comparison of Subjective and Objective Measures](#) ». In *Handbook on Wellbeing, Happiness and the Environment*, édité par David Maddison, Katrin Rehdanz, et Heinz Welsch, 245-65. Edward Elgar Publishing.
- Sanson, Ann V., Judith Van Hoorn, et Susie E. L. Burke. 2019. « [Responding to the Impacts of the Climate Crisis on Children and Youth](#) ». *Child Development Perspectives* 13 (4) : 201-7.
- Schmitt, Michael T., Lara B. Akin, Jonn Aksen, et Rachael L. Shwom. 2018. « [Unpacking the Relationships Between Pro-Environmental Behavior, Life Satisfaction, and Perceived Ecological Threat](#) ». *Ecological Economics* 143 (janvier) : 130-40.
- Schubert, Katheline. 2009. *Pour la taxe carbone : la politique économique face à la menace climatique*. Opuscles du Cepremap 18. Paris : Rue d'Ulm / Cepremap.
- Searle, Kristina, et Kathryn Gow. 2010. « [Do concerns about climate change lead to distress ?](#) » *International Journal of Climate Change Strategies and Management* 2 (4) : 362-79.
- Sekulova, Filka, et Jeroen C. J. M. van den Bergh. 2013. « [Climate Change, Income and Happiness : An Empirical Study for Barcelona](#) ». *Global Environmental Change* 23 (6) : 1467-75.
- Sekulova, Filka, et Jeroen van den Bergh. 2016. « [Floods and happiness : Empirical evidence from Bulgaria](#) ». *Ecological Economics* 126 (C) : 51-57.
- Senik, Claudia. 2014. *L'économie du bonheur*. Paris : Seuil.
- Smyth, Russell, Vinod Mishra, et Xiaolei Qian. 2008. « [The Environment and Well-Being in Urban China](#) ». *Ecological Economics* 68 (1) : 547-55.
- Soergel, Bjoern, Elmar Kriegler, Benjamin Leon Bodirsky, Nico Bauer, Marian Leimbach, et Alexander Popp. 2021. « [Combining Ambitious Climate Policies with Efforts to Eradicate Poverty](#) ». *Nature Communications* 12 (1) : 2342.
- Song, Yan, Shu Guo, et Ming Zhang. 2019. « [Will Environmental Regulations Affect Subjective Well-Being ? – A Cross-Region Analysis in China](#) ». *Environmental Science and Pollution Research* 26 (28) : 29191-211.
- Stanke, Carla, Marko Kerac, Christel Prudhomme, Jolyon Medlock, et Virginia Murray. 2013. « [Health Effects of Drought : A Systematic Review of the Evidence](#) ». *PLoS Currents* 5 (juin) : ecurrents.dis.7a2cee9e980f91ad7697b570bcc4b004.
- Stanley, Samantha K., Teaghan L. Hogg, Zoe Leviston, et Iain Walker. 2021. « [From Anger to Action : Differential Impacts of Eco-Anxiety, Eco-Depression, and Eco-Anger on Climate Action and Wellbeing](#) ». *The Journal of Climate Change and Health* 1 (mars) : 100003.
- Stern, Nicholas. 2007. *The Economics of Climate Change : The Stern Review*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Thompson Coon, J., K. Boddy, K. Stein, R. Whear, J. Barton, et M. H. Depledge. 2011. « [Does Participating in Physical Activity in Outdoor Natural Environments Have a Greater Effect on Physical and Mental Wellbeing than Physical Activity Indoors ? A Systematic Review](#) ». *Environmental Science & Technology* 45 (5) : 1761-72.
- Tillmann, Suzanne, Danielle Tobin, William Avison, et Jason Gilliland. 2018. « [Mental Health Benefits of Interactions with Nature in Children and Teenagers : A Systematic Review](#) ». *Journal of Epidemiology and Community Health* 72 (10) : 958-66.